

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT TRENTE-DEUXIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,

le jeudi 20 août 1987, à 10 heures

Président : M. Pierre MOREL (France)

Le PRESIDENT : Je déclare ouverte la 432ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Je voudrais tout d'abord, au nom de la Conférence et en mon nom personnel, accueillir chaleureusement Son Excellence le Ministre des affaires étrangères de la Suède, M. Sten Andersson, qui s'adresse aujourd'hui à la Conférence comme premier orateur. M. Andersson a une longue expérience politique qui lui a permis d'occuper une position éminente dans la vie politique suédoise en tant que parlementaire et comme ministre. Sa présence parmi nous reflète son intérêt personnel ainsi que le rôle actif de la Suède en matière de désarmement, en particulier au stade actuel d'élaboration de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques. Cet intérêt très actif permet de souligner plus généralement l'importante contribution de la Suède à l'avancement des objectifs de la Conférence du désarmement.

En conformité avec son Programme de travail, la Conférence continue aujourd'hui l'examen des rapports des organes subsidiaires spéciaux et du Rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies. Néanmoins, et conformément à l'article 30 du Règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question quelconque ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Comme je l'avais déjà annoncé à notre dernière séance plénière, je soumettrai aujourd'hui à la décision de la Conférence, lorsque nous aurons épuisé la liste des orateurs, la recommandation contenue dans le paragraphe 17 du Rapport du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, concernant les dates prévues pour la prochaine session du Groupe spécial, c'est-à-dire du 7 au 18 mars 1988.

J'ai sur la liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Suède, des Etats-Unis d'Amérique, du Brésil, de la Pologne, de l'Egypte, de Sri Lanka, de l'Australie, du Japon, du Pakistan et de la République démocratique allemande.

Je donne maintenant la parole à Son Excellence le Ministre des affaires étrangères de la Suède, M. Sten Andersson.

M. ANDERSSON (Suède) (traduit de l'anglais) : Ma délégation a déjà eu l'occasion de vous féliciter de votre accession à la présidence pour le mois d'août. Permettez-moi cependant aussi, Monsieur le Président, en même temps que je vous remercie cordialement pour les paroles aimables que vous avez prononcées à l'adresse de mon pays et à mon endroit, de dire toute la satisfaction que j'éprouve de m'exprimer devant la Conférence alors que préside un représentant aussi éminent de la France, pays avec lequel la Suède entretient depuis des siècles des relations d'amitié et de coopération. Je suis certain que votre autorité, votre patience et vos compétences contribueront pour beaucoup à mener à bonne fin les travaux de la Conférence pour la session de 1987. Nous savons tous ce qu'il faut pour lutter en faveur de la paix et du désarmement. Science et conscience sont indispensables. La violence se nourrit de la peur. La paix est le fruit de la confiance. Les puissants recherchent la paix. Nous avons tous besoin de patience et d'une conviction à toute épreuve.

(M. Andersson, Suède)

De précieux traités ont été négociés au sein de la Conférence du désarmement, mais le but final continue de nous échapper. Il y a 25 ans, le Comité des 18 puissances sur le désarmement s'est réuni pour examiner ce qui paraissait être des propositions d'envergure pour le désarmement général et complet. Ces propositions étaient lourdes de promesses. Nous savons aujourd'hui que la substance aussi bien que la volonté politique étaient à l'époque insuffisantes pour transformer ces idées en entreprises concrètes.

Alors que la Conférence du désarmement entame maintenant son deuxième quart de siècle, nous voyons se dessiner avec une vigueur renouvelée la perspective qu'un terme soit mis à la course aux armements. Des signes indiquent que les nations commencent sérieusement à rechercher une base nouvelle et plus solide pour la sécurité internationale.

La volonté politique est une nécessité évidente pour accomplir les progrès voulus en matière de désarmement. Mais les délégations présentes dans cette enceinte doivent aussi faire preuve de diligence et de réalisme. Une responsabilité particulière incombe aux membres de la Conférence du désarmement, mais celle-ci devrait aussi inclure d'autres pays qui pourraient apporter d'utiles contributions du fait de leur engagement et de leurs capacités.

Durant ces dernières années, la Conférence a montré dans un domaine qu'elle était capable d'accomplir des progrès considérables. Les négociations actuelles sur une convention interdisant les armes chimiques pourraient aboutir au premier traité de désarmement qui soit mondial et rigoureusement vérifiable. Ces négociations touchent à des problèmes juridiques et techniques complexes et demandent que des terres vierges soient défrichées. Lorsque la Convention entrera en vigueur, une catégorie entière d'armes de destruction massive ainsi que les installations de fabrication correspondantes devront être détruites et éliminées.

Nul ne saurait ignorer les incidences politiques de cette perspective. La conclusion rapide d'une convention sur les armes chimiques démontrerait de façon convaincante l'aptitude de cette instance multilatérale à traiter de problèmes complexes sur les plans politique et technique. Cela renforcerait la confiance des gouvernements dans le multilatéralisme à l'égard de la sécurité. L'élan acquis ne doit pas être perdu. Des armes chimiques ont été utilisées dans un conflit armé qui se déroule en ce moment même. En outre, la fabrication et le déploiement de nouvelles générations d'armes chimiques sont en cours. Tout cela souligne l'urgence du problème, de même que la nécessité d'entreprendre un effort sérieux pour que la convention puisse faire l'objet d'une adhésion universelle.

Les armes nucléaires nées des épreuves de la seconde guerre mondiale créent une situation nouvelle. L'accumulation d'armes de destruction massive nous a ramenés une fois encore à une époque de relations internationales militarisées. Une attaque nucléaire à grande échelle ne détruirait pas seulement l'ennemi, selon des informations sûres, elle aurait des conséquences désastreuses sur la vie de la planète. La nucléarisation diminue la sécurité des Etats plutôt qu'elle ne l'augmente. A l'ère nucléaire, la sécurité absolue d'un Etat entraîne l'insécurité absolue des autres.

(M. Andersson, Suède)

La complexité technique et les calculs ardu de la stratégie nucléaire ne contribuent pas à la solution des problèmes fondamentaux de notre temps. Ce que les stratèges nucléaires négligent dans leurs scénarios, c'est que la sécurité internationale est un problème politique et non technique. La diplomatie nucléaire n'offre aucune solution aux problèmes de la sécurité économique et sociale des pays du tiers monde. Elle ne résout pas les crises politiques du Moyen-Orient, de l'Afrique australe, de l'Amérique centrale, de l'Afghanistan et de l'Asie du Sud-Est.

L'amoncellement des armes en Europe ne contribue en rien à la solution des problèmes politiques de ce continent. Au contraire, il ne fait guère que perpétuer la division, la méfiance et la tension.

Les grands problèmes de notre époque vont bien au-delà de la rivalité entre l'Est et l'Ouest. Ils sont mondiaux et souvent économiques, comme le montre la dette du tiers monde. Les petits pays font l'objet d'intimidations et de menaces. La pauvreté, la famine, l'analphabétisme, l'oppression et l'injustice raciale sont le lot de centaines de millions d'êtres humains.

La survie à long terme de tous les peuples est mise en péril par la situation écologique mondiale, marquée par la destruction des forêts, la pollution et l'acidification des lacs et des cours d'eau, la désertification persistante de vastes superficies de notre planète.

Les relations et les événements complexes tendent, dans l'optique nucléaire, à être réduits aux concepts primitifs de représailles, de menaces et de contre-menaces. Il n'est pas étonnant que l'ombre nucléaire domine tous les efforts visant à instaurer une coopération internationale entre les pays. Les grands Etats puissants négligent ce problème majeur dans la préoccupation, voire l'obsession qu'ils ont les uns vis-à-vis des autres. Par leur accumulation continue de pouvoir destructeur, ils aggravent les difficultés au lieu de les résoudre.

Il nous faut maintenant trouver une nouvelle base pour la sécurité internationale. Les politiques de dissuasion devraient être remplacées par une coopération internationale visant à empêcher la guerre.

Toutes les nations ont droit à la sécurité, comme le stipule clairement la Charte des Nations Unies. Les nouvelles politiques doivent réaffirmer la renonciation à la force en tant qu'instrument de politique nationale, sans nier le droit qu'a toute nation à la légitime défense. Afin que la coopération pacifique devienne un outil de la sécurité mondiale, les armes et les politiques nucléaires ne doivent pas demeurer au coeur des relations internationales.

Il ne faut plus qu'il y ait de "diplomatie atomique"! Au contraire, la sécurité devrait être assurée grâce à des efforts de coopération internationale. Chacun devrait pouvoir admettre que même des opposants idéologiques et des rivaux politiques ont un intérêt partagé à l'égard de la survie.

(M. Andersson, Suède)

La sécurité et le désarmement ne sauraient être séparés. Les mesures propres à accroître la confiance et la sécurité ouvrent la voie aux progrès du désarmement. Parallèlement, le désarmement renforcera la sécurité des nations et instaurera la confiance entre elles.

Certains ont tendance à considérer le désarmement et la limitation des armements avec scepticisme et méfiance. Le désarmement peut être déstabilisateur, disent-ils, et le risque de duperie demeure. La réponse évidente est que les périls du désarmement s'effacent devant ceux d'une course aux armements continuelle. Sinon aux progrès de la recherche-développement militaire, moteur de la course aux armements, à quels plus grands dangers l'équilibre des forces pourrait-il être soumis ? Les innovations en matière d'armes nucléaires et d'autres moyens de destruction massive ne cessent de jeter à bas les systèmes de sécurité les mieux équilibrés et d'alimenter la course aux armements.

Notre premier devoir, incontournable, est de prévenir la destruction de la civilisation par la guerre nucléaire. Dans un monde nucléaire, nous nous trouvons tous placés devant un seul et unique choix : ou périr ensemble, ou édifier de concert la sécurité au moyen d'efforts conjoints et d'entreprises communes.

La menace de guerre nucléaire touche directement toute les nations. L'Initiative des six Etats a été prise afin d'indiquer certaines des mesures qui pourraient nous conduire sur la bonne voie. Nous pensons que les Etats nucléaires comme les Etats non nucléaires peuvent apporter leur contribution à cet égard. Chaque époque a entretenu son propre mythe de la guerre et de la paix. Dans notre âge nucléaire, nous entendons souvent que l'arme absolue de destruction massive est le moyen véritable, voire définitif de sauvegarder la paix. La terreur de l'arme nucléaire empêche en soi la guerre, pense-t-on.

Tandis que les dirigeants politiques des principales puissances nucléaires se sont déclarés convaincus qu'une guerre nucléaire ne pouvait être gagnée et ne devait jamais être engagée, leurs stratégies continuent, semble-t-il, à fonder certains de leurs scénarios sur l'hypothèse inverse. Des plans de guerre complexes sont élaborés en vue d'utiliser effectivement les armes nucléaires à divers niveaux. L'illusion périlleuse qu'une guerre nucléaire limitée est possible semble donc persister, augmentant en elle-même le danger de guerre nucléaire, intentionnelle ou non. Ce danger s'accroît à mesure que les armes deviennent plus précises et les avertissements réduits.

Les stratégies militaires ne changeront certainement pas du jour au lendemain. De même, le dilemme nucléaire ne pourra se résoudre par le simple effet de déclarations prononcées par les dirigeants des deux principales puissances nucléaires. Mais le message politique ainsi transmis se mesurera bientôt à l'aune des faits.

Dans les circonstances actuelles, le premier banc d'essai sera la négociation d'un accord sur les forces nucléaires intermédiaires. Un tel accord serait extrêmement important, à la fois dans le contexte européen et en tant que premier pas vers le désarmement nucléaire. Il permettrait également de résoudre plus facilement certaines questions cruciales des négociations sur le désarmement, la moindre n'étant pas la vérification.

(M. Andersson, Suède)

Mais nous nous trouvons en même temps devant le danger distinct d'un relancement de la course aux armements, qui menace de défaire ce qui a été accompli jusqu'ici dans le domaine de la limitation des armements. A quoi bon éliminer une catégorie d'armes pour transférer ailleurs la course aux armements ? La sécurité et la stabilité que sont censées offrir les technologies nouvelles sont réalisées de façon plus simple, bien moins coûteuse et plus sûre, par des réductions mutuelles d'armements.

Cela s'applique par exemple, j'en suis convaincu, aux armes spatiales. Le résultat net des activités dans ce domaine est pour le moins douteux du point de vue de la sécurité et de la stabilité.

Cela vaut aussi pour le développement continu des forces navales. Le Gouvernement suédois suit de près le renforcement des marines de guerre et plus spécialement ses conséquences en Europe du Nord. Cette situation ne préoccupe pas notre seule région : il s'agit d'un problème d'ampleur mondiale. Le déploiement croissant d'armes nucléaires en mer est une évolution particulièrement dangereuse. Il est donc nécessaire que les armes nucléaires à bord de navires soient incluses dans les pourparlers sur la réduction des armements entre les Etats-Unis et l'Union soviétique.

Il est nécessaire d'adopter des mesures propres à instaurer la confiance en mer, au niveau régional comme à l'échelle mondiale. Il serait naturel de confier à la Conférence du désarmement la tâche de négocier des mesures concrètes en vue d'accroître la sécurité sur les mers, qui pourraient notamment consister à conclure un traité multilatéral sur la prévention des incidents.

A l'heure actuelle, les experts s'accordent à penser qu'une interdiction des essais nucléaires arrêterait la mise au point de nouvelles générations d'armes nucléaires. Cette interdiction ralentirait aussi la course aux armements. Elle constituerait par ailleurs une base permettant d'aborder sérieusement la question des réductions profondes à apporter aux arsenaux existants.

En outre, une interdiction des essais nucléaires donnerait un élan tout à fait nécessaire aux efforts visant à prévenir la prolifération des armes nucléaires dans d'autres pays.

Dans ce domaine comme dans celui des questions de désarmement en général, il convient de garder toujours à l'esprit le but final. Mais tous les problèmes ne peuvent être résolus d'un seul coup et, face à un obstacle, il nous faut faire preuve d'imagination et de réalisme afin de le surmonter et d'accomplir des progrès partout où cela est possible.

La Conférence du désarmement se doit d'être prête le jour où un traité d'interdiction des essais pourra devenir une réalité. Des efforts dans ce sens doivent être entrepris sans tarder, de même que des travaux sur la vérification adéquate d'un tel traité, sur sa portée et sa teneur exactes.

La Suède se félicite des pourparlers bilatéraux dans ce domaine entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Les accords visant à appliquer de nouvelles contraintes en matière d'essais doivent constituer un pas vers un traité

(M. Andersson, Suède)

d'interdiction complète des essais à l'échelle mondiale, négocié au sein de la Conférence du désarmement. Cette question est urgente et il y a déjà longtemps que les essais auraient dû être totalement interdits.

La sécurité nationale à l'ère nucléaire ne peut être définie uniquement dans un contexte régional étroit. La participation active de la Suède aux efforts internationaux visant à réduire la tension, à instaurer la confiance entre les Etats et à réaliser le désarmement véritable est un élément essentiel de sa politique en matière de sécurité. L'Organisation des Nations Unies et la Conférence du désarmement constituent des instruments multilatéraux pour de tels efforts.

Le problème de la sécurité et de la stabilité en Europe reste crucial pour l'ensemble de la communauté mondiale. Les alliances militaires se font face sur ce continent en ayant accumulé une puissance sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Cette situation s'explique par des raisons d'ordre historique, idéologique et géographique. Elle doit être dénouée par la coopération, par des échanges et par des contacts dans tous les domaines d'activité. Des liens doivent être forgés entre toutes les nations et les divisions de ce continent doivent être progressivement éliminées.

La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe s'efforce de régler ces questions. Elle a montré la force du multilatéralisme. Les fondements de la stabilité et de la paix sont patiemment construits dans le cadre d'un processus auquel 35 Etats, grands et petits, participent sur un pied d'égalité.

La Suède se félicite des propositions récemment faites à la réunion de suivi de la CSCE à Vienne en ce qui concerne les négociations sur le désarmement en Europe avec la participation de tous les Etats des deux alliances militaires, mais dans le cadre de la CSCE. Il est essentiel que les 35 Etats soient tenus informés de manière appropriée de l'évolution de ces négociations et qu'ils participent à un échange de vues continu sur la question, qui les préoccupe manifestement tous. Le souci légitime de la sécurité de tous les Etats de la CSCE doit être pris en considération.

Des mesures régionales propres à instaurer la confiance pourraient utilement compléter des accords portant sur l'ensemble du continent. Il faudrait, par exemple, songer sérieusement à ce qui pourrait être fait pour accroître la sécurité dans les zones les plus sensibles, telles que la frontière entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie.

La Suède appuie l'idée d'un couloir exempt d'armes nucléaires tactiques dans la zone limitrophe entre les deux alliances militaires.

La Suède attache une grande importance à la proposition concernant une zone exempte d'armes nucléaires dans la région nordique. Un tel arrangement serait propre à accroître la confiance et constituerait un pas vers un monde exempt d'armes nucléaires.

Alors que cette décennie approche de son terme, nous continuons de faire face à des dangers menaçant l'existence même de l'homme. Mais certains signes encourageants montrent aussi qu'un cap plus sûr peut être suivi. Nous

(M. Andersson, Suède)

espérons bien que les pourparlers bilatéraux sur les armes nucléaires et spatiales donneront rapidement des résultats concrets. La Conférence du désarmement continue à accomplir des progrès dans ses travaux d'une importance capitale sur une convention interdisant les armes chimiques. Les 35 Etats de la CSCE sont au seuil d'une nouvelle phase en vue de négocier des mesures propres à renforcer la confiance et la sécurité et à assurer le désarmement en Europe. Un accord est sur le point de se réaliser au sujet de la question cruciale de la vérification du désarmement, ce qui implique de nouvelles structures pour la coopération internationale.

Telles sont donc les perspectives positives qui s'offrent actuellement. Il nous faut, cette fois, ne pas laisser échapper l'occasion et traduire cette évolution favorable dans des engagements tangibles sur le plan international.

Le PRESIDENT : Je remercie Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères de la Suède de son importante déclaration et des paroles aimables adressées à la présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique, l'Ambassadeur Friedersdorf.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à vous adresser les félicitations de notre délégation à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence pour le dernier mois de la session, qui est toujours astreignant. C'est un plaisir pour nous de travailler sous la direction du représentant d'une nation et d'un peuple avec lesquels les Etats-Unis ont établi dès leur fondation des rapports étroits.

Par ailleurs, nous accueillons chaleureusement l'Ambassadeur Rodrigo, de Sri Lanka, et l'Ambassadeur Azambuja, du Brésil. Nous nous réjouissons de travailler en étroite collaboration avec eux. Nos meilleurs vœux accompagnent les collègues qui nous quittent : l'Ambassadeur Alfarargi, de l'Egypte, l'Ambassadeur Turbanski, de la Pologne, et l'Ambassadeur Beesley, du Canada. Chacun d'eux a apporté une contribution importante aux travaux de la Conférence du désarmement. Nous avons eu aussi le plaisir d'accueillir aujourd'hui le Ministre suédois des affaires étrangères, M. Sten Andersson, et nous avons écouté son importante déclaration avec un vif intérêt.

La session de 1987 de la Conférence du désarmement s'achève alors que l'évolution de la situation en matière de limitation des armements a fait renaître l'optimisme. Aux pourparlers bilatéraux sur les armes nucléaires et spatiales qui se déroulent ici à Genève, les négociateurs des Etats-Unis et de l'Union soviétique travaillent d'arrache-pied sur les questions qui leur ont été confiées. Quant aux discussions sur les forces nucléaires de portée intermédiaire, il y a lieu d'espérer qu'un accord qui satisfasse chacun interviendra dans les mois à venir.

A Vienne, l'Est et l'Ouest s'efforcent de mettre au point un mandat convenu pour de nouvelles négociations concernant la stabilité sur le plan des forces armées et des armements classiques parmi les 23 pays intéressés au



(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

premier chef. A la fin du mois de juillet, les délégations des pays occidentaux ont soumis un projet de mandat à cette fin. On continue à travailler activement dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, en particulier en ce qui concerne le suivi de la Conférence de Stockholm sur les mesures propres à renforcer la confiance et la sécurité et sur le désarmement en Europe.

Ici à Genève, à la Conférence du désarmement, la délégation des Etats-Unis a accueilli avec satisfaction les propositions constructives concernant les armes chimiques qu'a faites le 6 août le Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique.

C'est dans ce contexte de plus fortes possibilités d'enregistrer des progrès réels que je veux aborder aujourd'hui certaines des questions dont la Conférence du désarmement est saisie.

L'année 1987 a été marquée par un regain d'activité au sein du Comité sur les garanties négatives de sécurité et du Comité des armes radiologiques. Nous en sommes largement redevables, dans le premier cas, à l'Ambassadeur von Stülpnagel, de la République fédérale d'Allemagne, et, dans le second, à l'Ambassadeur Meiszter de la Hongrie, à M. Numata du Japon et à M. Wayarabi de l'Indonésie. Le Nigéria a présenté une nouvelle proposition concernant les garanties négatives de sécurité, qui a rappelé utilement l'attention sur les nombreuses difficultés posées par l'élaboration d'une formule commune d'assurances à donner aux Etats non dotés d'armes nucléaires. Par ailleurs, nous accueillons avec satisfaction le retour à cette attitude plus raisonnable qui consiste à traiter séparément les points que l'on dit "traditionnellement" liés aux armes radiologiques et la question de l'opportunité d'une protection juridique supplémentaire des installations nucléaires contre les attaques militaires. Il est apparu que les divergences de vues sur cette dernière question pourraient en fait être plus marquées aujourd'hui qu'elles ne l'étaient il y a un certain nombre d'années.

S'agissant d'une limitation des armes spatiales, le Comité spécial a continué à examiner, sous la direction efficace de l'Ambassadeur Pugliese de l'Italie, les questions difficiles qui lui ont été confiées. La délégation des Etats-Unis estime que le Comité n'a pas encore épuisé toutes les possibilités qui lui sont offertes, et elle n'est pas convaincue qu'il faille modifier les termes de son mandat afin que le Comité puisse continuer à travailler.

Quant au point 2 de l'ordre du jour, la Conférence a consacré beaucoup de temps cet été à l'examen, en séances plénières officielles, des questions liées au désarmement nucléaire. A notre avis, la Conférence devrait, au début de sa session de 1988, se pencher sur la question de l'utilité de tenir une nouvelle série de séances officielles.

L'examen du point 1 de l'ordre du jour, l'interdiction des essais nucléaires, a donné des résultats inégaux en 1987. Du côté positif, le Groupe spécial d'experts scientifiques, dirigé avec compétence par M. Dahlman de la Suède, a tenu deux sessions - d'ailleurs fructueuses - pour élaborer un

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

nouveau système mondial d'échange de données sismiques offrant la possibilité d'utiliser plus largement les tracés sismiques complets, soit les données de niveau II, et pour planifier sa prochaine expérience à grande échelle. Les Etats-Unis accueillent avec satisfaction ces progrès et adressent leurs félicitations à l'expert canadien, M. Peter Basham, qui a été nommé coordonnateur principal de l'expérience.

Les Etats-Unis appuient fermement les activités importantes du Groupe spécial d'experts scientifiques, en particulier les résultats qu'il a déjà obtenus afin que tous les participants à l'échange mondial aient librement accès à toutes les données sismiques. En vue de faciliter ces activités, les Etats-Unis accueilleront cet automne à Washington un atelier sur les centres internationaux de données.

Je tiens à noter que l'Argentine et l'Inde se sont fait représenter toutes les deux par leurs experts à la dernière session du Groupe, tout comme un certain nombre d'Etats non membres de la Conférence, tels que le Danemark, la Turquie et la Nouvelle-Zélande. La Norvège, candidat du groupe occidental à la qualité de membre de la Conférence, a maintenu sa longue tradition de contribution aux travaux de cet organe par les services dévoués de M. Ringdal, secrétaire scientifique du Groupe d'experts. En outre, la Norvège a soumis un document de travail fort utile sur l'échange de données sismiques (CD/763). Il serait utile que d'autres Etats fournissent à leur tour un appui direct aux travaux du Groupe spécial d'experts scientifiques.

Pour aborder les aspects moins positifs, il a été impossible une fois de plus de parvenir à un consensus sur un mandat pour un comité spécial au titre du point 1 de l'ordre du jour, afin que l'on puisse reprendre l'examen quant au fond, abandonné en 1983, de certaines questions importantes liées à une interdiction des essais nucléaires telles que la vérification et le respect. De l'avis de la délégation des Etats-Unis, rouvrir ce débat quant au fond constitue la seule façon adéquate de traiter de ces questions.

Il n'y a jamais eu aucun doute quant à l'importance qu'attachent les Etats-Unis à la vérification effective des accords de limitation des armements, y compris ceux concernant les essais nucléaires. Il est encourageant de constater que les autres Etats sont toujours plus nombreux à partager ce point de vue.

Au fil des années, les Etats-Unis ont consenti beaucoup d'efforts et consacré d'importantes ressources techniques et financières à la mise au point et au maintien des capacités dans le domaine de la vérification. Ces efforts doivent être poursuivis, car les besoins en matière de vérification se transforment de façon dynamique, à mesure que changent les perspectives de conclure des accords, que progressent les techniques militaires et qu'évolue la perception qu'ont les Etats de la certitude de voir ultérieurement les autres Etats parties à ces accords honorer leurs engagements.

Il y a un quart de siècle que les Etats-Unis ont mis au point et implanté divers types de systèmes de vérification - sismologiques, par satellites et autres - afin de s'assurer du respect du Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires, conclu en 1963. Nous avons élaboré des méthodes de mesure

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

électrique propres à déterminer la puissance des explosions nucléaires souterraines, telles que le système CORRTEX, dont l'application permettrait de ratifier les traités bilatéraux existants, limitant ces explosions à 150 kilotonnes au maximum.

Les Etats-Unis, en collaboration avec de nombreux autres Etats et institutions dans le monde entier, ont établi un réseau mondial d'équipements sismologiques et mis à la disposition de tous le volume énorme de données ainsi recueillies. Il serait utile que l'Union soviétique publie les données sismiques qu'elle a enregistrées dans le passé sur ses explosions nucléaires, comme l'a mentionné le Ministre des affaires étrangères, M. Chevardnadze, dans les remarques qu'il a faites à la séance plénière du 6 août, où il a parlé de la nécessité réelle d'établir un système de "vérification effective et permanente".

Il suffit d'un bref examen des faits pour constater que les Etats-Unis ont pris de nombreuses autres initiatives en matière de vérification. Ils ont notamment mis au point un prototype de dispositif sismologique inviolable, déployé à distance, qui fournit des données authentifiées pour la surveillance d'une interdiction des essais, ainsi qu'un certain nombre de dispositifs utilisés par l'Agence internationale de l'énergie atomique pour accomplir sa tâche vitale, c'est-à-dire pour s'assurer que l'énergie nucléaire est utilisée à des fins pacifiques.

Aussi la délégation des Etats-Unis se félicite-t-elle de voir naître un désir de s'attaquer aux questions liées à la vérification et au respect d'une interdiction des essais nucléaires. Peut-être sera-t-il possible de les examiner en 1988, au sein d'un comité spécial doté d'un mandat adéquat.

Je voudrais maintenant aborder le point 8 de l'ordre du jour, relatif au Programme global de désarmement. Cela fait près de vingt ans que nous nous efforçons d'élaborer un tel programme. Cette année, sous la direction compétente de l'Ambassadeur García Robles du Mexique, le Comité spécial a travaillé activement et avec sérieux afin de mener à bien sa tâche avant la fin de la quarante et unième session de l'Assemblée générale. Au cours de ces dernières semaines, le Comité a réexaminé par deux fois et dans le détail tout le texte du projet de programme. La délégation des Etats-Unis considère que cette opération a été très fructueuse car elle a mis clairement en évidence les positions des délégations sur les points du projet qui ne faisaient pas l'unanimité. Il n'a pas encore été possible de régler toutes ces questions et de produire un texte adopté par consensus, mais le Comité s'est penché résolument sur les domaines critiques de désaccord. Comme toujours, la délégation des Etats-Unis reste attachée à l'idée de parvenir à un programme global qui soit convenu, efficace et équilibré, un programme susceptible d'offrir l'ordre du jour précis dont nous avons besoin pour planifier les efforts multilatéraux à faire en vue d'atteindre notre objectif commun, le désarmement général et complet sous un contrôle international efficace.

Prenant la parole au nom du groupe d'Etats socialistes à la séance plénière du 30 juillet, le représentant de la Tchécoslovaquie, l'Ambassadeur Vejvoda, a critiqué les délégations qui avaient exprimé des

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

réerves sur certains éléments du texte provisoire au sein du Comité spécial, et les a invitées instamment à revenir sur leurs positions. Ses remarques donnaient à croire que, n'était-ce ces réserves, un accord sur le projet de programme serait déjà intervenu.

Il en va du Programme global de désarmement comme de tout autre document à adopter par consensus, pour lequel nul ne peut être tenu d'accepter des dispositions qui sont contraires à la politique de son gouvernement. Il vaut mieux que les divergences soient clairement définies, afin qu'elles puissent être surmontées, plutôt que les noyer de telle sorte qu'il est absolument impossible de parvenir à un accord.

Je voudrais terminer aujourd'hui en vous faisant part de l'avis de la délégation des Etats-Unis sur l'état actuel des négociations relatives aux armes chimiques. Lorsque j'ai pris la parole en séance plénière le 23 juillet, l'humeur était plutôt au pessimisme. Depuis lors, l'optimisme renaît. Cela pourra encore changer, bien entendu. Cependant, nous ne devrions pas nous attacher aux détails des progrès quotidiens au point de perdre toute perspective sur le chemin que nous avons parcouru et celui qui nous reste à accomplir, sur ce que nous devons faire pour atteindre notre objectif commun. La période qui s'est écoulée depuis que le Vice-Président Bush a soumis, en avril 1984, le projet de convention proposé par les Etats-Unis, a été particulièrement fructueuse. Nous espérons que cette tendance se maintiendra.

Qu'il me soit permis de suggérer deux critères d'évaluation de l'état actuel des négociations. Il suffit de déterminer, premièrement, si les négociateurs se concentrent sur les vrais problèmes ou s'ils s'arrêtent à des points mineurs, et, deuxièmement, si les négociateurs répètent encore et toujours les mêmes vues ou s'ils avancent des idées nouvelles. Sur un plan comme sur l'autre, je crois qu'il y a lieu d'être optimiste.

Depuis les premiers mois de 1986 se dessine nettement une volonté générale de traiter sérieusement des soucis de sécurité qui sous-tendent ces négociations. Cette volonté se traduit par une convergence de vues sur un certain nombre de dispositions fondamentales de la convention relatives à la vérification, mais aussi par l'appui accru qu'apportent les délégations à d'autres mesures visant à renforcer la confiance au cours des négociations. L'indication la plus récente de cette tendance a été donnée par le Ministre Chevardnadze, lorsque celui-ci a annoncé le 6 août que l'Union soviétique était favorable à une disposition rendant obligatoires les inspections par mise en demeure et invitait les délégations à la Conférence à visiter l'installation d'armes chimiques soviétique de Chikhany. Nous nous félicitons de ces décisions.

Un certain nombre d'idées nouvelles et importantes ont été avancées au cours de la seconde partie de la session. Cela montre bien que les négociations ne stagnent pas et que les délégations cherchent à régler les vrais problèmes. Je citerai quelques exemples : dans le document CD/757, la délégation française a identifié un réel problème de sécurité auquel se heurtent les Etats ayant des stocks d'armes chimiques peu importants, et a

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

proposé plusieurs solutions éventuelles. Le Canada et la Norvège ont mis en commun leurs connaissances spécialisées pour enquêter sur l'utilisation d'armes chimiques et ont proposé, dans le document CD/766, un texte pour une annexe sur cette question importante. Le Royaume-Uni a présenté, dans le document CD/769 une analyse approfondie des dispositions à prendre pour s'assurer que le système de vérification fonctionne d'une façon efficace dès l'entrée en vigueur de la convention. L'Ambassadeur Kahiluoto, Directeur aux affaires politiques du ministère finlandais des affaires étrangères, a suggéré lors de sa déclaration en séance plénière, le 7 juillet, que nous entreprenions de coordonner les différents projets nationaux concernant la vérification d'une convention sur les armes chimiques. Toutes ces propositions sont l'indice d'idées nouvelles sur la façon de régler les problèmes en suspens.

Dans le même esprit, je voudrais appeler l'attention sur les efforts déployés par le Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Ekéus, et les coordonnateurs des groupes, MM. Nieuwenhuys, Macedo et Krutzsch. Chacun a apporté de manière efficace d'importantes contributions aux négociations. Je tiens à leur exprimer la profonde reconnaissance de la délégation des Etats-Unis pour leurs efforts soutenus.

L'appendice II et l'additif du projet de rapport du Comité spécial indiquent clairement que le Président et les trois coordonnateurs ont accompli au cours de l'été un travail essentiel impressionnant. A partir de cette base, il sera sans doute possible d'étoffer considérablement le texte provisoire au cours de l'intersession et en 1988.

Après avoir fait le point de ce qui a été accompli, je voudrais m'arrêter sur ce qui reste à faire. En tout premier lieu, nous devons absolument continuer à nous concentrer sur les réels soucis de sécurité des Etats. Il nous faut mettre au point des dispositions efficaces relatives aux inspections par mise en demeure et à la surveillance de l'industrie chimique civile garantissant à tous les Etats une sécurité non diminuée durant la période de destruction des armes chimiques. Il convient de trouver une démarche qui encouragera tous les Etats possédant des armes chimiques à devenir parties à la convention et qui atténuera autant que possible les risques de voir les Etats qui n'y auront pas adhéré menacer les Etats parties par les armes chimiques.

Deuxièmement, nous devons nous efforcer de faire en sorte que les dispositions de la convention puissent être effectivement appliquées. Il convient de préciser les fonctions des organes administratifs de la convention et la nature de leurs rapports. Il faut étoffer les dispositions détaillées qui sont indispensables à l'application de son système complexe de vérification et étudier la question des tâches de la commission préparatoire, à partir du document CD/769. Nous devons déterminer aussi bien les appareils à utiliser que les modalités à suivre pour les inspections.

Troisièmement, tant que durent les négociations, il faut empêcher que les contraintes actuellement appliquées aux armes chimiques ne s'érodent. Nous devons appuyer l'idée d'enquêter sur les allégations d'utilisation des armes chimiques et condamner l'emploi d'armes chimiques lorsque celui-ci est avéré. Tous les Etats doivent adopter des mesures visant à arrêter la prolifération dangereuse des armes chimiques.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Enfin, nous devons intensifier nos efforts afin d'accroître la confiance entre les Etats participant aux négociations. Les Etats-Unis constatent avec satisfaction que nombre de délégations reconnaissent maintenant l'importance d'une plus grande transparence au sujet des capacités en matière d'armes chimiques. Les Etats-Unis accueillent favorablement cette évolution constructive. Mais le chemin à faire est encore long. Plusieurs pays membres de la Conférence n'ont même pas encore indiqué s'ils possédaient ou non des armes chimiques. La délégation des Etats-Unis encourage vivement ces pays à faire clairement connaître leur position.

Certaines des nombreuses questions complexes et difficiles que j'ai ébauchées ici aujourd'hui ne peuvent être réglées qu'entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de tenir une nouvelle série de discussions bilatérales dans les mois qui suivront.

Comme je l'ai souligné ici à la Conférence le 6 août, l'élimination de l'écart qui sépare la position des Etats-Unis de celle de l'Union soviétique est un pas important sur la voie d'une convention consacrée aux armes chimiques. Cependant, les négociations font intervenir 38 autres partenaires, dont les opinions doivent être prises en considération. Il a été clairement démontré que ceux-ci jouaient un rôle important, notamment dans les domaines de l'inspection par mise en demeure et de la non-fabrication. La délégation des Etats-Unis est prête à travailler de façon constructive et en étroite collaboration avec toutes les autres délégations, sous la direction du Président du Comité spécial, au cours des discussions qui auront lieu durant l'intersession et en 1988, afin que l'interdiction complète et effective des armes chimiques puisse devenir une réalité.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant des Etats-Unis d'Amérique de sa déclaration et des paroles aimables adressées à la présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant du Brésil, l'Ambassadeur de Azambuja.

M. DE AZAMBUJA (Brésil) (traduit de l'anglais) : Mes premiers mots seront pour vous féliciter, Monsieur le Président, de la maîtrise avec laquelle vous dirigez la Conférence pour qu'elle traverse ce mois d'août crucial. La voix claire, rationnelle et élégante de la France trouve en vous son expression parfaite. Nos pays sont de grands amis, et il nous sera aisé, sur le plan personnel, de suivre un tel précédent naturel et agréable.

Je voudrais aussi ajouter un mot de remerciement à l'Ambassadeur Terrefe, de l'Ethiopie, qui m'a accueilli le premier jour où j'ai participé à la Conférence.

Je tiens également à dire que ma délégation vient d'écouter avec une attention toute particulière l'importante déclaration du distingué Ministre suédois des affaires étrangères.

Je regrette que mes contacts personnels avec l'Ambassadeur Alfarargi, de l'Egypte, l'Ambassadeur Turbanski, de la Pologne, et l'Ambassadeur Beesley, du Canada, aient été si brefs. Tous trois nous quittent en laissant derrière eux une solide réputation de compétence professionnelle et de profond dévouement à la cause du désarmement.

(M. de Azambuja, Brésil)

Je ne puis à coup sûr mentionner, comme je l'aurais souhaité, chaque représentant qui a prononcé à mon égard des paroles aimables et généreuses. Je suis sincèrement reconnaissant de toutes ces marques d'amitié et d'approbation. Elles sont éloquentes à l'égard des travaux réalisés par mes prédécesseurs et de la contribution que mon pays s'est toujours efforcé d'apporter à notre tâche. Je ne saurais toutefois manquer de répondre à l'accueil que m'a réservé mon ami l'Ambassadeur Mario Cámpora, de l'Argentine. Nos pays et leurs dirigeants ont accompli d'extraordinaires progrès en ouvrant la voie à la coopération et à la confiance mutuelle. Avec une détermination tranquille, l'Argentine et le Brésil ont fait de grands pas grâce auxquels nous sommes devenus les plus proches des voisins et les plus intimes des partenaires. Je partage donc la conviction de l'Ambassadeur Cámpora que son pays et le mien pourront maintenant apporter une contribution plus grande encore à la stabilité régionale et à l'intégration latino-américaine.

Ces quelques semaines durant lesquelles j'ai eu le privilège d'assister, aux côtés de mes collègues, aux travaux de grande envergure de la Conférence m'ont permis de mieux percevoir ce que nous pouvions raisonnablement attendre du processus actuel de négociation sur le désarmement. Je voudrais tout d'abord donner cours à un optimisme réaliste. Je crois que des événements significatifs peuvent naître du dialogue intense qui se déroule actuellement entre les deux principales puissances nucléaires au sujet de la réduction de leurs capacités nucléaires militaires. L'espoir est grand de voir que leurs positions respectives seront dictées, comme jamais auparavant, par la conviction qu'il ne saurait y avoir d'hésitation justifiée sur le choix évident entre une catastrophe nucléaire et une existence délivrée de la peur, entre la vie et la mort pour l'humanité tout entière, puisque tel est le pouvoir fatal de leurs arsenaux atomiques.

Il est de même évident que les incidences globales du débat actuel sur le désarmement nucléaire entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont d'une ampleur telle que le reste du monde - en particulier les pays qui ont choisi de ne pas mettre au point d'armes nucléaires - ne devrait être aucunement empêché de participer de manière active et constructive aux délibérations qui en résulteront. Nous aliéner d'un processus qui concerne chaque pays nous condamnerait sans recours à vivre suivant un ensemble de règles susceptibles de ne pas répondre à nos engagements, à nos buts et à nos objectifs légitimes. Les espoirs du Brésil à l'égard du processus de désarmement auquel nous assistons maintenant ont été éloquemment exprimés par le Président Sarney lorsqu'il s'est adressé à la Conférence, en avril dernier, dans les termes suivants : "Sans renoncer à notre droit d'énoncer nos propres vues et de participer aux décisions prises par les grandes puissances qui pourraient affecter nos intérêts, nous suivons avec une attention croissante les propositions et contre-propositions qui visent à concilier les positions divergentes, en particulier celles des pays les plus puissamment armés".

Ces propos liminaires devraient suffire à expliquer l'importance qu'attache le Gouvernement brésilien à la Conférence du désarmement, qui constitue la tribune où nous pouvons le mieux exprimer notre accord, nos suggestions et nos réserves - rares, je l'espère - à l'égard des divers projets et propositions portant sur des questions si intimement liées à notre propre devenir. Nous savons que notre tâche, sur le plan individuel et

(M. de Azambuja, Brésil)

collectif, n'est pas aisée, mais nous sommes également convaincus qu'elle sera facilitée si chacun de nous réussit à faire entendre avec force et clarté la position de son pays au sein de cet organe hautement représentatif.

J'espère que la communauté internationale percevra le caractère cohérent et constructif des positions fondamentales que le Brésil a avancées durant nos délibérations depuis les premières années d'existence du Comité des dix-huit Puissances sur le désarmement et de la Conférence du Comité du désarmement. En fait, plusieurs points que je soulignerai aujourd'hui ont déjà été soulevés d'une manière ou d'une autre par mes prédécesseurs. Nous n'avons guère été amenés à changer d'avis sur les questions essentielles qui nous occupent, et les progrès très lents de nos travaux ne nous ont pas permis de nous engager sur un terrain nouveau.

Pendant la session de printemps ainsi que durant une partie de la session d'été, la Conférence a consacré beaucoup de temps à la création d'un comité spécial au titre du point 1 de l'ordre du jour - l'interdiction des essais nucléaires. Malgré ces efforts, différentes interprétations de la nature du mandat à confier à ce comité nous ont empêchés d'appliquer la recommandation faite par l'Assemblée générale à ce sujet. Au coeur du problème semble résider le fait que certains pays se sentent peu disposés à croire qu'il serait plus utile que cet organe subsidiaire dispose d'un mandat de négociation effectif avec des objectifs clairement définis sur le plan temporel, comme il est stipulé dans le document CD/520/Rev.2. En sa qualité de coordonnateur pour le point 1 de l'ordre du jour, la délégation brésilienne a pu être témoin des efforts inlassablement déployés par le Groupe des 21 en vue d'ouvrir la voie à un accord avec les autres groupes sur l'établissement d'un comité spécial sur l'interdiction des armes nucléaires. Cela n'a malheureusement pas encore été possible, mais nous conservons l'espoir de voir, dans un avenir proche, les positions se rapprocher éventuellement de façon à pouvoir donner suite à la recommandation de l'Assemblée générale sur ce sujet. Notre objectif global est de permettre à la Conférence d'engager des négociations sur les questions pertinentes qui devraient aboutir d'urgence à la conclusion d'une interdiction des essais d'armes nucléaires.

Par contraste avec les difficultés éprouvées à l'égard du point 1 de l'ordre du jour, des progrès sont manifestes à propos du point 4. Sous la direction éclairée de l'Ambassadeur Ekéus de la Suède, le Comité des armes chimiques se consacre véritablement à des questions tout à fait pertinentes et importantes dans ce domaine complexe. La conclusion d'une convention sur les armes chimiques est donc maintenant devenue une possibilité réelle que la Conférence, nous en sommes profondément convaincus, ne devrait pas laisser échapper.

En nous efforçant de parvenir à un accord final, il nous faut toutefois accorder aussi une attention soutenue à certains points qui concernent plus directement le développement économique et technologique. Comme nous l'avons souligné dans le document CD/CW/WP.176, l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage d'armes chimiques au moyen d'un instrument ayant force obligatoire sur le plan international constituerait un progrès majeur dans le processus de désarmement et apporterait par là même une contribution



(M. de Azambuja, Brésil)

importante au renforcement de la paix et de la sécurité internationales. Etant donné les liens importants et multiples qui existent entre le désarmement et la sécurité, d'une part, et le développement, de l'autre, une convention sur les armes chimiques devrait nécessairement inclure des dispositions concernant le développement sans entraves de l'industrie chimique à des fins pacifiques, compte dûment tenu des besoins des pays en développement du monde.

Deux moyens devraient être employés à cet effet dans le cadre de la convention. Le premier, négatif, consisterait à veiller à ce qu'aucune des dispositions ne soit interprétée ou appliquée de manière à entraver le développement de l'industrie chimique à des fins pacifiques dans aucun pays quel qu'il soit. Le second, positif, consisterait à inclure des dispositions visant à promouvoir les buts du développement.

Compte tenu de ce qui précède, nous avons indiqué, comme il est également stipulé dans le document susmentionné, qu'il serait souhaitable que l'article XI du projet de convention sur les armes chimiques comprenne un paragraphe séparé qui se lirait comme suit :

"Aucune disposition de la présente Convention ne sera interprétée comme établissant une discrimination quelconque entre les Etats parties en ce qui concerne leurs devoirs, obligations et responsabilités au titre de la Convention ainsi que leur droit à l'égard du développement de la technologie et de l'industrie chimiques à des fins pacifiques."

En conséquence, et compte tenu de l'importance particulière de la question - qui doit être considérée parmi les principes fondamentaux régissant le double objectif du désarmement et du développement -, le septième alinéa du préambule devrait alors se lire comme suit :

"Considérant que les progrès dans le domaine de la chimie devraient être utilisés exclusivement au profit de l'humanité, sur une base universelle et non discriminatoire,"

Prenant la parole à l'ouverture de la quarantième session de l'Assemblée générale en septembre 1985, le Président Sarney, du Brésil, a déclaré que le Brésil ferait tout en son pouvoir pour préserver l'Atlantique Sud en tant que zone de paix, à l'abri de la course aux armements, de la présence d'armes nucléaires et de toute autre forme de confrontation provenant d'autres régions. A cet effet, le Brésil a présenté l'an dernier, à la quarante et unième session de l'Assemblée générale, une déclaration sur une zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud, qui a été approuvée à une majorité écrasante et est devenue la résolution 41/11.

Cette année, durant notre session de printemps, la délégation brésilienne a présenté au Comité spécial sur le Programme global de désarmement un texte fondé sur cette résolution aux fins d'inclusion dans le projet de Programme. Nous continuons de penser que ce texte est conforme à l'esprit et à la lettre du projet de Programme, notamment au paragraphe 4 de la section E. Cette initiative brésilienne contenue dans le document CD/CPD/WP.87, qui a rencontré dès le départ l'appui ferme et indispensable de l'Argentine, l'un

(M. de Azambuja, Brésil)

des auteurs de la résolution 41/11 de l'Assemblée générale, a été acceptée par un consensus au sein du Comité spécial. Je voudrais, à cet égard, féliciter l'Ambassadeur García Robles de la maîtrise avec laquelle il a dirigé les travaux du Comité. A notre déception, durant la dernière partie des travaux du Comité, le texte brésilien sur la "zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud" a été mis entre crochets, de même que les textes concernant la création d'autres zones de paix. Nous sommes convaincus qu'il s'agit là de difficultés temporaires et que notre contribution sera finalement acceptée sans réserve.

Le Brésil participera sous peu à New York à la Conférence sur la relation entre le désarmement et le développement, et nous prenons une part active aux préparatifs de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Nous oeuvrerons de notre mieux pour assurer le succès de ces deux réunions. Nous ne voudrions certes pas que d'importantes occasions de dialogue et de contact ne soient pas pleinement utilisées pour promouvoir les objectifs que nous poursuivons si activement à la Conférence du désarmement. Nous appuyons donc en principe toutes les tentatives effectives et réalistes visant à promouvoir la cause du désarmement, et notre souci majeur est d'éviter la dispersion des efforts, le manque de convergence et le gaspillage d'occasions politiques rares.

Conformément à cette préoccupation, ma délégation s'intéresse au premier chef à l'amélioration des méthodes de travail de notre Conférence. Nous nous félicitons donc des activités du Groupe des Sept consignées dans le document CD/WP.286, auquel nous accordons une attention urgente.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Brésil de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Pologne, l'ambassadeur Turbanski.

M. TURBANSKI (Pologne) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi tout d'abord, M. le Président, de saluer votre accession à cette charge, de vous en féliciter au nom de ma délégation et de vous dire combien nous apprécions votre compétence à la tête de la Conférence en ce mois difficile où va s'achever notre session. Je tiens aussi à exprimer la gratitude de ma délégation à votre prédécesseur, l'ambassadeur Terrefe, de l'Ethiopie, pour sa contribution à nos travaux en juillet. Je voudrais aussi souhaiter la bienvenue à nos nouveaux collègues, l'ambassadeur Rodrigo de Sri Lanka et l'ambassadeur de Azambuja du Brésil. Je saisis également l'occasion qui m'est donnée de saluer S.E. M. Sten Andersson, ministre suédois des affaires étrangères, qui vient de faire une importante déclaration. Chaque année, en août, la tâche difficile nous incombe de dresser le bilan de nos travaux. Pour ma part, ce mois d'août a une signification particulière étant donné qu'il marque non seulement la fin de la session de la Conférence, mais aussi le terme de mes fonctions à Genève. J'ai eu l'honneur et le plaisir d'être associé aux activités de la Conférence pendant plus de quatre ans. Cette période aura été marquée par de vifs espoirs et de grandes déceptions, ainsi que par une réflexion profonde et comme empreinte de tristesse.

(M. Turbanski, Pologne)

L'évolution récente de la situation semble indiquer qu'il est possible de surmonter la crise qu'a subi le dialogue sur le désarmement, en particulier durant la première moitié de la décennie. Les événements font espérer que ce dialogue va amorcer un tournant et que des accords importants seront élaborés qui nous conduiront vers l'arrêt de la course aux armements et le désarmement.

Avant de vous quitter, je voudrais exprimer le voeu sincère qu'un rôle important dans ce changement revienne également à la Conférence du désarmement. Ses réalisations passées sont considérables et elle conserve un potentiel de négociation fort appréciable. Elle demeure l'organe de désarmement le plus représentatif, où se sont accumulées force compétences et connaissances et qui a accueilli tant de diplomates efficaces et talentueux.

Nos efforts futurs seront facilités non seulement par l'amélioration tant attendue du climat international, mais aussi par le nécessaire renouvellement de la réflexion sur le désarmement et la sécurité internationale, comme le démontre si bien aujourd'hui la position de l'Union soviétique et d'autres pays socialistes. Demain, je le crois, cette position sera partagée par tous.

On reconnaît de plus en plus que le désarmement a cessé d'être un postulat théorique, un rêve d'idéalistes, un terrain de manoeuvres ou de jeux politiques et diplomatiques. Les armes contemporaines ne constituent pas des moyens de guerre classiques. Elles sont devenues des instruments d'annihilation de l'humanité. L'explosion actuelle de la science et de la technique ne fait qu'accroître leur pouvoir destructeur. Comme l'écrivait Albert Einstein en 1950 : "Etant donné l'état actuel de la technique militaire, l'idée d'obtenir la sécurité par des armements nationaux est une fâcheuse illusion." Cette vérité est devenue encore plus évidente maintenant.

Dans ces circonstances, la recherche d'une paix et d'une sécurité internationales durables doit impliquer non pas l'accroissement des armements nationaux, mais leur limitation grâce à la coopération et à l'action commune. En même temps, la solution radicale du problème du désarmement requiert une organisation efficace de la sécurité internationale. Comme l'a dit il y a près de 60 ans l'éminent diplomate et écrivain politique espagnol Salvador de Madariaga, "le problème du désarmement n'est pas seulement le problème du désarmement. C'est en fait le problème de l'organisation de la communauté mondiale." Cela signifie que tout effort véritable visant à résoudre le problème du désarmement doit s'accompagner d'une action parallèle en vue de renforcer le mécanisme de la sécurité internationale.

Tels sont les éléments essentiels de la démarche qu'il convient d'adopter actuellement à l'égard du désarmement. La Pologne et ses alliés y sont fortement attachés. Cet engagement trouve son expression dans leurs propositions hardies de réduction radicale des armes les plus dangereuses, ainsi que dans leurs efforts incessants en vue d'édifier un système général de sécurité internationale.

Nos actions tendent à des solutions qui se situent à la fois au niveau mondial et à l'échelle régionale. Les initiatives présentées à l'ONU et à la Conférence du désarmement sont appuyées par notre participation active aux négociations régionales, y compris notamment aux travaux de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et à la recherche d'un désarmement régional européen.

(M. Turbanski, Pologne)

J'avais évoqué dans ma précédente intervention, les principaux éléments de la récente initiative polonaise concernant le désarmement et le renforcement de la sécurité en Europe centrale. Je voudrais appeler aujourd'hui votre attention sur le document CD/780, qui vient d'être distribué et dans lequel figure le "Mémoire du Gouvernement de la République populaire de Pologne sur la réduction des armements et l'accroissement de la confiance en Europe centrale", qui est la version développée du plan esquissé le 8 mai dernier par le Président du Conseil d'Etat de la Pologne, W. Jaruzelski.

Le Mémoire précise les types d'armes nucléaires et classiques qui doivent être retirés ou réduits. Il développe nos idées sur la vérification des mesures proposées et sur des mesures de grande envergure propres à accroître la confiance et la sécurité. Il tient compte des vues et des préoccupations des autres Etats. Nos propositions demeurent en même temps souples et "ouvertes". Nous attendons d'autres suggestions constructives à cet égard.

Je voudrais souligner que mon gouvernement est fermement convaincu que notre participation active à la recherche de solutions mondiales et régionales au problème du désarmement et de la sécurité, à Genève comme à New York aussi bien qu'à Stockholm et à Vienne, répond non seulement à notre intérêt national, mais également à une nécessité historique.

Bien que nous estimions tous que les travaux de la Conférence sont non seulement importants mais aussi indispensables, il nous faut admettre que l'écart va croissant entre la course aux armements et l'issue des négociations sur le désarmement. Si l'on compare les résultats de la présente session avec les tâches confiées à la Conférence et les espoirs de la communauté mondiale, nos travaux - en dépit d'une certaine évolution positive et malgré les efforts de nombre d'entre nous - ne peuvent guère être qualifiés de satisfaisants.

Aucun résultat pratique n'a été obtenu en ce qui concerne les trois points de notre ordre du jour consacrés aux questions nucléaires, dont j'ai parlé dans mes interventions précédentes au cours de l'année. En particulier, l'interdiction des essais nucléaires est restée dans l'impasse la plus déplorable.

Les séances plénières officielles sur le fond du point 2, "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire", ont été à notre avis utiles mais peu concluantes. Elles ont toutefois prouvé qu'il existait une vaste gamme de problèmes à résoudre dans le cadre d'un comité spécial approprié, qui sera créé, nous le pensons, l'an prochain.

En dépit des efforts qu'ont faits les distingués présidents des comités spéciaux respectifs, nos espoirs n'ont pas été comblés en ce qui concerne une démarche nouvelle, plus souple et plus novatrice à l'égard des garanties négatives de sécurité.

Nos points de vue se sont éclaircis sur les deux aspects du problème des armes radiologiques, bien que la solution appartienne encore au futur.

(M. Turbanski, Pologne)

Des événements regrettables se sont produits à propos du Programme global de désarmement et nous ont forcés à nous écarter de ce qui avait été déjà convenu.

Je m'arrêterai un instant sur deux questions, la prévention d'une course aux armements dans l'espace et l'interdiction des armes chimiques.

Nous pouvons porter à notre actif une discussion approfondie durant les séances plénières ainsi que trois années de travaux concrets au sein du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, qui a été présidé cette année avec brio par l'ambassadeur Pugliese, de l'Italie. De nombreuses questions ont été clarifiées et de nouvelles idées exprimées. A n'en pas douter, nous avons aujourd'hui une image beaucoup plus nette du problème ainsi qu'une compréhension plus profonde des moyens et des difficultés touchant sa solution.

Les travaux de la Conférence dans ce domaine constituent toutefois un motif de préoccupation. Une part appréciable de notre temps a été consacrée à l'examen du régime juridique actuellement applicable à l'espace. Malgré une évaluation parfois antagonique de son adéquation pour prévenir la course aux armements dans l'espace, il semble y avoir eu une convergence générale d'opinions quant à la nécessité de le conserver et de le renforcer. Ce régime devrait tout d'abord conduire à une application et à une interprétation de bonne foi des obligations souscrites en vertu des accords, bilatéraux aussi bien que multilatéraux.

La réalité est toutefois loin de cette attente légitime. Il est en effet difficile de concilier des déclarations affirmant l'importance et le respect des accords en vigueur avec des mesures pratiques menaçant le régime juridique créé par ces mêmes accords. Cela s'applique en particulier au Traité bilatéral soviéto-américain de 1972 sur les systèmes antimissiles balistiques. L'adhésion sans réserve à cet accord est aujourd'hui une condition indispensable à tout progrès dans le domaine de la prévention d'une course aux armements dans l'espace et de sa limitation sur la Terre. Le principe essentiel de ce traité - à savoir qu'on ne peut limiter avec succès les arsenaux de missiles nucléaires offensifs que si les systèmes antimissiles font l'objet de restrictions rigoureuses - conserve toute sa valeur. Ce traité est pourtant menacé, notamment par l'éventualité de son abrogation ou d'une réinterprétation contraire à son esprit et à son intention.

C'est pourquoi la Pologne appuie pleinement la proposition soviétique visant à ce que cet accord crucial et illimité soit réaffirmé et renforcé, notamment par l'engagement pris par les parties de ne pas s'en retirer pendant un certain temps et par la reconnaissance sans ambiguïté des activités interdites et des activités permises au titre du Traité. Il s'agirait là d'une importante mesure propre à instaurer la confiance.

Le respect et l'application du Traité de 1967 sur l'espace extra-atmosphérique ne devraient pas porter uniquement sur les interdictions qui y sont spécifiquement stipulées. Toute déclaration d'attachement sincère au Traité doit aussi entraîner le respect rigoureux des autres obligations et

(M. Turbanski, Pologne)

principes énoncés dans le texte : reconnaissance de l'intérêt commun de l'humanité tout entière à l'égard de l'exploration et de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques, et obligation d'explorer et d'utiliser l'espace pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays, en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales et de promouvoir la coopération et la compréhension internationales.

Il est vrai que l'on peut discuter du sens exact de ces concepts, mais personne ne saurait nier, sans doute, que l'introduction d'armes dans l'espace, à laquelle s'opposent tant de parties au Traité, signifierait la dérogation à ces obligations juridiques, certes générales mais néanmoins clairement établies. Ma délégation est fermement convaincue que l'incompatibilité de "l'armement" de l'espace avec les principes du Traité de 1967 serait confirmée par n'importe quel organe juridique indépendant, y compris la Cour internationale de Justice.

Enfin, on a souligné lors des débats que le paragraphe 4 de l'article 2 de la Charte des Nations Unies - l'interdiction de l'emploi de la force - était applicable aux activités spatiales. Mais si nous voulons vraiment que ce principe fondamental du droit international devienne une norme efficace guidant les activités des Etats dans l'espace, nous devrions tendre à créer des garanties réelles de son efficacité en interdisant les armes spatiales, quelles qu'elles soient. Il existe un lien logique entre la norme interdisant l'emploi de la force et les normes limitant la possession de l'instrument de la force. Le but de la Conférence du désarmement est justement de combler les lacunes dans ce domaine et de compléter cette interdiction générale du recours à la force par des normes limitant la puissance susceptible de conduire à sa violation, que ce soit sur Terre ou dans l'espace.

Le fait est que, malgré les textes législatifs en vigueur, le danger imminent d'une course aux armements dans l'espace continue d'exister et que l'on se prépare à introduire rapidement des armes dans ce milieu. Il est paradoxal de constater que les Etats qui envisagent d'installer des armes dans l'espace, ou qui appuient de tels plans au niveau politique et par des moyens scientifiques et économiques, sont justement ceux qui, dans nos débats, proclament le plus haut que le régime juridique actuel est satisfaisant.

Ce qui compte réellement, ce ne sont pas les propos, mais les actes des Etats. On peut se demander s'il est utile de continuer à examiner le régime juridique applicable à l'espace alors que ce régime et cet examen ne semblent pas empêcher les Etats - un seul pour le moment et d'autres sans doute demain - d'"armer" l'espace.

La seule conclusion à tirer est la suivante : si nous voulons réellement - et nous déclarons le vouloir - opposer à ce danger un obstacle efficace, il nous faut concentrer nos efforts sur la tâche principale que l'Assemblée générale des Nations Unies a confiée à la Conférence dans ce domaine, c'est-à-dire l'élaboration d'un ou de plusieurs accords visant "à prévenir une course aux armements sous tous ses aspects et à garantir que l'espace est utilisé exclusivement à des fins pacifiques". Nous espérons qu'à sa prochaine session, la Conférence effectuera à cet égard des travaux sérieux et orientés vers le but fixé. Des recommandations appropriées devraient figurer dans le rapport du Comité spécial pour 1987.

(M. Turbanski, Pologne)

Il est encourageant de noter que, dans le cadre de nos activités sur les problèmes de l'espace, on a présenté un certain nombre de suggestions utiles concernant des arrangements à la fois globaux et partiels dans ce domaine, qui devraient constituer le principal objet des travaux futurs du Comité. Ma délégation est ouverte à toute suggestion constructive, bien que notre préférence aille clairement à des accords globaux qui assureraient la prévention effective d'une course aux armements dans l'espace. C'est pourquoi nous avons exprimé notre ferme appui à l'égard des idées contenues dans les projets soviétiques concernant l'interdiction de la mise en place d'armes de tout genre dans l'espace et de l'emploi de la force dans l'espace et à partir de celui-ci contre la Terre. Durant cette session, nous avons noté avec attention qu'est réapparue l'idée d'élargir la portée des arrangements en vigueur, en particulier le Traité de 1967 sur l'espace extra-atmosphérique.

Ce Traité, qui définit les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace, est sans aucun doute l'un des événements les plus favorables qui ait marqué les négociations sur le désarmement et les questions connexes. En fait, il peut et il doit être la source d'inspiration et le point de départ pour de nouveaux efforts. Les travaux entrepris avec clairvoyance par nos prédécesseurs il y a plus de vingt ans en prévision des dangers à venir devraient être achevés aujourd'hui par nous, qui avons une image beaucoup plus nette des menaces et des périls auxquels nous sommes exposés.

Notre attention, au cours de cette session, a été également appelée sur un certain nombre de solutions partielles. Il semble que soit de plus en plus acceptée l'idée d'un arrangement sur l'immunité des satellites artificiels, combinée à une interdiction des armes antisatellites. La Pologne se félicite en particulier des dispositions principales d'un tel accord que la République démocratique allemande et la Mongolie ont récemment esquissées à l'intention de la Conférence. Cet accord constituera une mesure importante en vue de créer un régime juridique global pour les utilisations pacifiques de l'espace. Il introduirait également un élément important de confiance et pourrait établir la base de la coopération nécessaire en cas de collision de satellites, étant donné que ce risque augmente avec la poursuite des essais et le nombre croissant de débris artificiels dans l'espace.

Les travaux de la Conférence ont non seulement donné lieu à des idées d'accords internationaux éventuels, mais ont également contribué à en esquisser les éléments essentiels. Cela s'applique en particulier à la vérification, dont tant d'orateurs ont dit à maintes reprises qu'elle constituait le "coeur du problème".

L'idée soviétique d'un "inspectorat international", présentée durant cette session et développée dans les récentes déclarations du Ministre des affaires étrangères de l'URSS, Edouard Chevardnadze, et de l'ambassadeur Nazarkine, offre la contribution la plus utile à la solution pratique du problème. La Pologne se félicite de cette nouvelle proposition hardie et de grande envergure. Nous espérons sincèrement qu'elle fera l'objet de débats approfondis à la Conférence et qu'elle constituera un élément essentiel de l'accord ou des accords futurs sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

(M. Turbanski, Pologne)

Nous nous félicitons aussi de l'Atelier de Montréal sur l'espace extra-atmosphérique et de l'exposé fait à la Conférence par le Canada sur les résultats de son programme de recherche PAXSAT. Nous avons pu ainsi améliorer nos connaissances sur les possibilités des techniques de télédétection, et nos efforts s'en trouveront facilités.

Les progrès qui ont été réalisés durant cette session dans le domaine de la vérification - écueil traditionnel de toute négociation sur le désarmement - sont la meilleure preuve qu'il est possible d'accomplir un pas décisif vers la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Il est donc maintenant nécessaire que nous réorientions nos efforts vers la recherche authentique de solutions acceptables dans ce domaine et que les participants à la Conférence aient la volonté politique d'entreprendre ces efforts.

Durant les années que j'ai consacrées à la Conférence, je me suis tout particulièrement intéressé aux négociations sur l'interdiction des armes chimiques et ai été témoin aussi bien de leurs moments forts que de leur déroulement quotidien. Des progrès fondamentaux ont été accomplis au fil des ans.

Permettez-moi de dire à ce propos combien je regrette d'entendre que l'ambassadeur Cromartie prend sa retraite, lui dont la contribution aux progrès réalisés est notoire et appréciée. Je serais reconnaissant à la délégation du Royaume-Uni de lui transmettre mes vœux les meilleurs.

Si j'essaie d'évaluer les résultats obtenus cette année par le Comité spécial des armes chimiques, je dirai que l'effort de règlement systématique des problèmes concernant la future convention s'est généralement maintenu. J'estime que des progrès ont été réalisés pendant toute la durée de la session, bien que l'intensité en ait varié selon l'instant.

Je tiens à exprimer notre gratitude au Président du Comité spécial, l'ambassadeur Ekéus, pour la maîtrise avec laquelle il a dirigé les travaux et pour les efforts soutenus que sa délégation et lui-même ont déployés en vue de mettre au point le projet de texte de la future convention. Le dévouement et le zèle profonds de l'ambassadeur Ekéus et des coordonnateurs de groupe, MM. Nieuwenhuys, Macedo et Kruttsch, ont été d'une grande aide pour nous tous et ont contribué de manière significative à élargir et à renforcer les domaines d'accord, nous rapprochant ainsi du but commun.

Le projet de rapport, qui est maintenant examiné par le Comité, ne reflète pas pleinement, à notre avis, le stade actuel des négociations. Nous avons plus avancé dans nos travaux que ne l'indiquent les annexes du document. Je pense en particulier aux résultats des consultations à différents niveaux ainsi qu'aux déclarations et annonces faites par les délégations soucieuses de contribuer à l'amélioration de la confiance et de la compréhension mutuelle. Tout cela constitue un apport en vue de préparer avec soin l'étape finale des négociations sur la convention et la signature ultérieure du texte.



(M. Turbanski, Pologne)

Nous noterons à cet égard l'importance particulière de la déclaration du Ministre des affaires étrangères de l'URSS, M. Chevardnadze, en ce qui concerne le caractère obligatoire des inspections par mise en demeure. Cette démarche de l'Union soviétique ouvre une nouvelle perspective à la solution de l'un des problèmes les plus ardues et les plus délicats touchant la convention.

Au stade final des négociations, les mesures propres à instaurer la confiance ont pris une importance considérablement accrue. L'invitation soviétique à se rendre à Chikhany constitue, en particulier dans ce contexte, un fait sans précédent. Cette visite permettra d'observer non seulement le processus de destruction d'armes chimiques dans une installation mobile, mais aussi des pièces standard de munitions chimiques. Il sera de même fort utile pour les délégations de visiter, à l'invitation de l'URSS, une installation de destruction d'armes chimiques à Tchapaevsk et, pour la délégation soviétique, de se rendre à l'installation de destruction de Tooele, aux Etats-Unis. Nous pensons que ces événements exerceront une influence tout à fait positive sur les travaux prochains du Comité spécial.

Tout en reconnaissant qu'il reste encore beaucoup à faire, je crois que la convention est à notre portée. C'est pourquoi l'élan acquis ne doit pas être perdu avant que notre tâche soit accomplie. Pour cette raison même, la délégation polonaise estime qu'il faut utiliser au maximum l'intersession et elle appuie pleinement la proposition visant à tenir dès avant la fin de l'année une session supplémentaire ou une prolongation de la session de la Conférence exclusivement consacrée aux armes chimiques. Cela constituerait une pratique tout à fait inédite pour la Conférence, mais c'est exactement ce dont nous avons besoin : une manière franchement nouvelle d'aborder les travaux, à la mesure de l'étape actuelle des négociations sur les armes chimiques. En outre, des progrès considérables pourraient être accomplis durant cette année encore, à condition que toutes les délégations fassent preuve de la volonté et de la diligence nécessaires.

C'est avec cette vue optimiste que je quitterai la Conférence. Je voudrais, en conclusion, remercier tous mes collègues et amis des délégations et du secrétariat de leur chaleur et de leur esprit de coopération tout au long de mes années de représentant de la Pologne à la Conférence. Ils me manqueront beaucoup. A tous je dis ma profonde gratitude et j'adresse mes vœux bien sincères. Qu'il soit donné à la Conférence de mener à bien sa noble tâche.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Pologne de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je suis sûr que je parle au nom de la Conférence en exprimant nos regrets à l'annonce du départ de notre estimé collègue, l'Ambassadeur Turbanski, qui a représenté son pays avec beaucoup de talent et d'expérience diplomatique. Ses qualités personnelles lui ont valu l'estime de ses collègues de la Conférence. Je voudrais souligner le rôle important que l'Ambassadeur Turbanski, durant son poste à la Conférence, a joué en tant que premier Président de la Conférence du désarmement, une responsabilité qu'il a assumée avec objectivité et efficacité. Il a été aussi Président du Comité spécial des armes chimiques et, en tant que tel, a contribué de façon

(Le Président)

significative aux progrès de nos travaux pour arriver à une interdiction totale des armes chimiques. Je lui souhaite, au nom de la Conférence et en mon nom propre, beaucoup de succès dans sa vie professionnelle.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Egypte, l'Ambassadeur Alfarargi.

M. ALFARARGI (Egypte) (traduit de l'anglais) : La présidence de la Conférence confère à celui qui l'assume des responsabilités particulières, qui sont plus lourdes encore au mois d'août, alors que nous établissons le rapport de la Conférence, et vu que le président devra continuer à exercer ses fonctions pendant l'intersession. C'est pourquoi, Monsieur le Président, nous sommes particulièrement satisfaits de constater que, par le jeu de la rotation, c'est vous qui avez accédé à ce poste pour le mois d'août. Grâce à votre expérience de diplomate et à vos talents exceptionnels, vous saurez vous acquitter on ne peut mieux de vos hautes responsabilités. Pour tout dire, vous êtes à notre avis l'homme de la situation. Qu'il me soit permis par ailleurs d'exprimer à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Terrefe de l'Ethiopie, notre reconnaissance pour l'excellente façon dont il a invariablement assuré la présidence de la Conférence pour le mois de juillet dernier.

Je saisis également cette occasion pour saluer l'Ambassadeur Nihal Rodrigo, représentant de Sri Lanka, avec qui je travaille sur la question du désarmement depuis les préparatifs de la première session extraordinaire consacrée au désarmement, à New York, en 1976. Sri Lanka présidait alors le Mouvement des pays non alignés. Je souhaite aussi la bienvenue à l'Ambassadeur Marcos Castrioto de Azambuja, représentant du Brésil, à la Conférence du désarmement. Bien que nous ne soyons collègues que depuis peu, les conversations que nous avons eues et la part que l'Ambassadeur a déjà prise à nos travaux me font augurer qu'il représentera son pays de manière éclatante et qu'il apportera une précieuse contribution à la bonne marche de la Conférence.

Notre première tâche aujourd'hui, en séance plénière, a été d'écouter l'importante et éclairante déclaration de S.E. le ministre des affaires étrangères de la Suède, M. Sten Andersson. Vous partagerez, j'en suis sûr, mon point de vue, si je dis que cette déclaration est le symbole de l'approche positive du Gouvernement, de la délégation et du peuple suédois, qui ont toujours apporté leur soutien et une contribution aux efforts de cette instance pour instaurer le désarmement. Je fais aujourd'hui pour la dernière fois une déclaration à la Conférence en qualité de chef de la délégation égyptienne, avant de retourner dans mon pays pour y prendre d'autres fonctions. Et cela me reporte à ma première intervention à cette Conférence, il y a près de quatre ans, en mars 1984. J'avais alors exprimé l'inquiétude que je ressentais devant l'échec des efforts déployés au sein de cette importante instance de négociation, et la perplexité face aux causes sous-jacentes de cet échec. Je ne pense pas que la situation soit bien différente aujourd'hui. Malgré les années écoulées, la Conférence n'a pas encore trouvé son assise et n'a enregistré aucun progrès réel dans ses travaux. Je décèle même un net recul dans l'examen de plusieurs points inscrits à son ordre du jour. Pour le montrer, qu'il me soit permis de faire

(M. Alfarargi, Egypte)

un tour d'horizon, non pas afin de définir la position de l'Egypte sur chacune des questions - car cette position est bien connue et a été exposée par ma délégation dans ses précédentes interventions - mais bien plutôt pour faire apparaître la justesse de mes impressions personnelles au sujet du progrès des travaux de la Conférence.

Commençons par la question de l'interdiction des essais nucléaires. Depuis quatre ans, les efforts déployés par la Conférence en vue de rétablir le comité spécial sont vains. Pourquoi ? Simplement parce qu'un groupe d'Etats se déclare prêt à examiner la question à la Conférence tout en estimant qu'une interdiction des essais nucléaires constitue un objectif à long terme et en réaffirmant la nécessité de s'appuyer sur l'armement nucléaire en tant qu'élément de base des arsenaux nationaux, partant, de poursuivre les essais nucléaires pour assurer l'efficacité de la dissuasion nucléaire. Un deuxième groupe d'Etats, tirant argument de la position du premier, insiste pour que les délégations donnent au Comité spécial à tout le moins un mandat de négociation afin de témoigner de leur engagement politique, de leur bonne volonté et de leur réelle intention de parvenir à une interdiction des essais nucléaires. C'est peut-être une coïncidence, mais ce groupe ne compte guère d'Etats parties, sinon aucun, au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. On s'est d'ailleurs beaucoup interrogé sur le niveau que les membres de ce groupe ont effectivement atteint dans le développement de leur capacité nucléaire. Un troisième groupe d'Etats s'efforce de traiter de la question avec souplesse, en avançant des initiatives qui sont conformes aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies. La plus récente de ces initiatives est le projet de mandat publié sous la cote CD/772, qui traduit fidèlement la résolution 41/46 A de l'Assemblée générale. Malheureusement, ce troisième groupe ne parvient pas à satisfaire les deux autres, l'un déclarant qu'il fait preuve d'une souplesse injustifiée et l'autre affirmant qu'il n'a soumis rien de neuf. Que nous rejetions la responsabilité ou la faute sur tel ou tel groupe, il reste que nous sommes certainement tous perdants. Et tandis que nous cherchons à nous entendre sur un mandat pour le Comité spécial, les armes nucléaires continuent à proliférer verticalement, cependant que s'accroît la probabilité d'une prolifération nucléaire horizontale. Il semble ainsi que nous nous préoccupions de la forme en oubliant le fond.

La Conférence a continué à examiner en séances officieuses la question de la cessation de la course aux armements nucléaires et du désarmement nucléaire. Bien que nous soyons convenus de structures de discussion pour les questions à l'examen, nous sommes encore bien loin d'avoir mis en oeuvre les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, dont la dernière en date la 41/86 F, prie la Conférence du désarmement de constituer un comité spécial chargé de développer le paragraphe 50 du Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement et de présenter des recommandations à la Conférence sur les meilleurs moyens d'engager des négociations multilatérales en vue de la conclusion, par étapes appropriées, d'accords assortis de clauses de vérification adéquates, afin de limiter les armes nucléaires et de réduire les stocks d'armes nucléaires en vue de leur élimination complète. Je ne pense pas que la Conférence puisse enregistrer quelque progrès dans ce domaine aussi longtemps que des Etats insisteront pour garder des armes nucléaires en tant que moyen de dissuasion.

(M. Alfarargi, Egypte)

Je ne m'attarderai pas sur cette notion et je renonce à en énumérer les graves conséquences pour la paix et la sécurité internationales. Je me contenterai de faire observer que l'affirmation de certains selon laquelle la dissuasion nucléaire assure la paix en Europe depuis plus de 40 ans encourage en fait la prolifération nucléaire horizontale, l'idée étant que cette dissuasion peut aussi bien assurer la paix à l'échelon régional dans d'autres parties du monde. En outre, les puissances nucléaires, en insistant pour conserver leurs armes - alors qu'elles déniaient aux autres le droit d'en avoir et résistent même à toute velléité dans ce sens en y opposant tous les moyens à leur disposition -, donnent l'impression qu'elles classent les Etats en deux catégories, les uns doués du sens des responsabilités, qui peuvent judicieusement utiliser la dissuasion nucléaire et ont donc le droit d'en disposer, et les autres, impétueux et peu dignes de confiance, qu'il faut empêcher d'acquérir des armes nucléaires. Cette classification est difficile à accepter.

Nous ne comprenons pas ce qu'il faut entendre par la dissuasion nucléaire et le niveau d'armement nécessaire pour l'assurer. En fait, les arsenaux nucléaires des deux superpuissances sont suffisants pour détruire plusieurs fois la Terre, ce qui n'empêche pas l'une d'elles de tenir à accroître encore son arsenal. Qui plus est, bien que leurs capacités soient négligeables par comparaison à l'arsenal des superpuissances, d'autres Etats nucléaires veulent absolument rester indépendants sur le plan nucléaire, estimant que cette indépendance est indispensable à leur propre sécurité. Si cette capacité nucléaire ne peut, en raison de sa modicité, assurer une dissuasion adéquate, pourquoi même la conserver ? Si, au contraire, elle assure une dissuasion adéquate, alors pourquoi les deux superpuissances ont-elles une quantité aussi incroyable d'armes nucléaires ? Et si tel est le cas, pourquoi les deux superpuissances n'envisagent-elles pas sérieusement des mesures unilatérales de désarmement nucléaire pour établir la confiance et donner l'impulsion aux négociations relatives à la réduction et à l'élimination des armes nucléaires, puisque la sécurité des deux Etats concernés peut être assurée sans être diminuée à un niveau plus faible d'armement nucléaire. Le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement évoque en fait de telles mesures. Un groupe d'experts gouvernementaux a affirmé, dans une étude dont l'Assemblée générale a pris acte à sa trente-neuvième session, que des mesures unilatérales de désarmement nucléaire pouvaient être utiles.

Nous ne comprenons pas pourquoi certains affirment résolument que la Conférence n'a pas compétence pour négocier la cessation d'une course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire, et que seuls les Etats nucléaires, mais surtout les deux superpuissances, devraient mener de telles négociations. Bien qu'ils soient importants, les pourparlers bilatéraux restent limités dans leur portée par leur nature même, en raison des Etats qui y participent et des questions dont ils traitent, et seule une instance multilatérale peut réunir tous les Etats nucléaires et régler globalement les questions liées à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire. Quiconque aurait une autre solution à proposer devrait la présenter. Y a-t-il un autre cadre où il soit possible de s'assurer la participation d'Etats non dotés d'armes nucléaires et de prendre leurs intérêts en considération ? Ou ces Etats sont-ils condamnés à rester

(M. Alfarargi, Egypte)

déshérités, tenus à l'écart jusqu'à ce qu'une poignée d'Etats décident de leur sort, de telle sorte que leur sécurité sera garantie si les Etats nucléaires conviennent entre eux de mettre fin à la course aux armements nucléaires et de procéder au désarmement nucléaire, ou qu'ils seront menacés d'extinction si un accord n'intervenait pas entre ces Etats nucléaires ? Les Etats non dotés d'armes nucléaires ne sont-ils pas capables de jouer les conciliateurs dans les négociations, rôle pour lequel ils sont éminemment qualifiés du fait qu'ils ne possèdent pas d'armes nucléaires ?

A maintes reprises, nous avons appelé de nos voeux la prévention d'une guerre nucléaire et nous avons mis la communauté internationale en garde contre les conséquences d'une telle guerre pour la civilisation et la survie même de l'humanité. Quelle n'a été notre satisfaction lorsque les deux superpuissances, qui possèdent les arsenaux nucléaires les plus importants et sont capables de déclencher une guerre nucléaire, ont pris conscience de ce fait et ont déclaré, dans une phrase éloquente et retentissante, qu'une "guerre nucléaire ne pouvait être gagnée et ne devait jamais être engagée". Mais quelles mesures pratiques ont été prises pour traduire cet engagement dans des faits concrets ? Nous escomptions que le rapport du Secrétaire général de l'ONU sur la prévention d'une guerre nucléaire donnerait l'impulsion à des décisions constructives, car il contenait un très grand nombre de propositions traitant de tous les aspects de la question. Mais il semble que ce document ait été oublié et qu'il soit venu s'ajouter à la pile de rapports, d'études et de résolutions concernant le désarmement. Je pourrais admettre, en raison de la complexité de la question et de la multiplicité de ses éléments, qu'il faille longtemps patienter avant que n'intervienne un accord sur des mesures et des arrangements pratiques visant à prévenir une guerre nucléaire. Mais ce que je ne puis comprendre, c'est que l'on ne parvienne même pas à s'entendre pour commencer à traiter de la question. Est-ce là réellement une attitude responsable ? Si nous n'étions pas conscients du danger et ne faisons rien pour le prévenir, alors ce serait la catastrophe. Mais dès lors que nous en sommes conscients et ne faisons rien pour nous attaquer au problème, alors il faut s'attendre à une véritable calamité.

Si nous pouvons conclure que les négociations relatives à l'interdiction des armes chimiques ont nettement progressé, nous ne pouvons être aussi certains quant à la date d'achèvement de ces négociations et de la rédaction du projet de convention. Certaines des déclarations que nous avons entendues dernièrement en plénière donnent à penser que nous sommes sur le point de conclure une convention, et d'autres, qu'il y a encore un long chemin à parcourir avant d'atteindre notre objectif. A tout le moins, la disparité de ces constats indique que les négociations sont liées à des considérations qui dans bien des cas échappent au contrôle de la Conférence. C'est pourquoi nous ne croyons pas qu'il soit utile de tenir une session extraordinaire de la Conférence afin d'intensifier les négociations relatives à l'interdiction des armes chimiques tant que celles-ci restent soumises à des considérations qui sont de caractère politique plutôt que de nature technique. S'il s'agit d'intensifier les travaux de la Conférence, alors nous pourrions envisager de tenir une session extraordinaire ou de prolonger la session ordinaire afin de traiter de toutes les questions inscrites à l'ordre du jour, tout en nous attachant davantage à celles que la communauté internationale considère comme étant hautement prioritaires.

(M. Alfarargi, Egypte)

A cet égard, il serait peut être utile de s'arrêter sur la question des inspections obligatoires par mise en demeure, car il y a presque l'unanimité pour dire que celles-ci devront être une pierre angulaire de la convention. Adhérer à un traité est un acte souverain que chaque Etat décide d'accomplir ou non, selon ses intérêts suprêmes. Mais se retirer d'un traité lorsque les intérêts suprêmes de la nation sont compromis est un principe accepté dans le domaine du désarmement. Il s'ensuit que tout Etat possédant des armes chimiques ou ayant l'intention d'en acquérir dans le but de les utiliser n'adhérera pas à la convention. Certes il aura à subir en conséquence des pressions morales mais au moins il n'aura pas à assumer la responsabilité juridique de son infraction aux dispositions de la convention s'il y a adhéré. Nous ne comprenons donc pas pourquoi, en examinant la question des inspections obligatoires par mise en demeure, les délégations s'attachent au problème de la vérification du respect tout en négligeant celui des abus possibles de telles inspections et les dangers que présentent ces abus pour la sécurité nationale et la fabrication de produits chimiques à des fins pacifiques. C'est la raison pour laquelle nous préconisons l'inclusion de dispositions détaillées dans la clause relative aux inspections par mise en demeure - si tant est que celle-ci figure en définitive dans la convention - qui feront en sorte que cette méthode de vérification ne donne pas lieu à des abus et établisse le principe d'une compensation pour tout dommage résultant de tels abus.

Cela m'amène à un deuxième point : alors que nous nous intéressons à la vérification du respect des dispositions de la convention par les Etats qui y sont parties, nous ne devrions pas négliger les incidences d'un refus éventuel de quelques Etats d'adhérer à la convention. Il faut prendre grand soin de ne pas répéter les erreurs faites avec le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui impose de strictes limitations aux Etats parties, cependant que les Etats non parties restent absolument libres de développer leur capacité nucléaire.

Quant au troisième point : si tant est qu'il soit possible de prendre des mesures pour renforcer la confiance alors que se déroulent les négociations et avant que la convention ne soit conclue et n'entre en vigueur, nous estimons qu'il faudrait notamment, à ce titre, s'abstenir de fabriquer de nouvelles générations d'armes chimiques et ne pas demander à poursuivre leur fabrication même après avoir adhéré au Traité.

L'Assemblée générale des Nations Unies, dans ses résolutions, demande clairement et explicitement à la Conférence d'établir un comité spécial chargé d'engager des négociations en vue de la conclusion d'un ou de plusieurs accords, selon qu'il conviendra, visant à prévenir une course aux armements dans l'espace sous tous ses aspects. Malgré cela, il a été convenu de créer un comité spécial à titre exploratoire pour préparer la voie à de telles négociations. Après trois sessions, nous en sommes toujours au stade exploratoire et il semble que cela doive durer, peut-être même indéfiniment. Cet état de choses n'est pas dû au fait que la question est multiple et complexe - bien que nous soyons d'accord sur ce point par ailleurs - mais essentiellement à ce qu'il y a divergence de vues quant au point de départ.

(M. Alfarargi, Egypte)

Les délégations sont presque unanimes à penser que le régime juridique qui gouverne actuellement l'espace, malgré ses éléments positifs, contient néanmoins des lacunes et doit être renforcé et complété, cependant qu'il y a un seul Etat pour estimer que ce même régime juridique est exhaustif, efficace et apte à prévenir une course aux armements dans l'espace, pour autant qu'il soit respecté. S'y ajoutent des accusations et des contre-accusations quant à l'existence de programmes et de contre-programmes pour l'armement de l'espace. Je ne vois vraiment pas où est la logique de tout cela. A supposer qu'il soit vrai que le régime juridique actuel est encore exhaustif et efficace, il ne le sera déjà plus une fois que les programmes en question auront été mis en oeuvre. Dès lors que le résultat est le même, à savoir que le régime juridique gouvernant l'espace viendra tôt ou tard à présenter des faiblesses, pourquoi nous demande-t-on de rester les bras croisés et d'attendre que le coup nous soit asséné, alors que la voix de la sagesse nous dit qu'il vaut mieux prévenir que guérir? A supposer que nous continuions à étudier les possibilités sans parvenir à nous entendre sur un mandat amélioré et un programme de travail plus spécifique pour le Comité spécial, nous ne voyons pas en quoi cela empêcherait ce comité de consacrer la majeure partie de son temps, dans l'immédiat, à une étude détaillée des propositions existantes et des initiatives futures visant à prévenir une course aux armements dans l'espace. C'est uniquement par une telle étude que nous pourrions déterminer si les propositions sont valables, efficaces et réalistes. Nous estimons qu'il faut donner à cette fin des pouvoirs plus étendus au Président du Comité spécial, dans le cadre de ses fonctions, qui sont d'assurer la bonne conduite des travaux du Comité; à notre avis, cela ne reviendrait nullement à outrepasser le mandat du Comité spécial ni à déborder son programme de travail.

Les débats qui ont eu lieu au sein du Comité spécial sur les garanties négatives de sécurité ont confirmé le droit des Etats qui ont renoncé à l'option nucléaire de recevoir des assurances les garantissant contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires. Ce point devrait constituer l'axe principal de discussion au Comité spécial. Tous les Etats participants, qu'ils soient ou non dotés d'armes nucléaires, devraient revoir leur position afin de faciliter la conclusion d'un accord sur des garanties de ce type. Les déclarations unilatérales, pour importantes qu'elles soient, n'ont pas la force obligatoire requise, car la nature même des engagements unilatéraux fait que quiconque les prend peut aussi bien refuser de les honorer. C'est pourquoi ces garanties doivent être données par la voie d'un instrument international ayant force obligatoire sur le plan juridique. Si les délégations refusent d'accepter ces faits et de les prendre pour point de départ, il est douteux que le Comité spécial puisse avancer dans ses travaux.

Les négociations qui ont eu lieu au Comité spécial des armes radiologiques ont fait apparaître que nous devons examiner deux aspects de la question, l'interdiction des armes radiologiques et l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires, et parvenir à un accord sur les deux points en même temps, qu'ils soient étudiés séparément ou comme faisant partie d'un tout. Les négociations ont aussi fait clairement apparaître que l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires comportait de multiples aspects. Il est donc inévitable que cette question

(M. Alfarargi, Egypte)

soit examinée par plus d'un organe, chaque organe étant compétent pour traiter de l'aspect entrant dans son champ d'activité. C'est la démarche que l'Egypte a adoptée pour cette question. Cela étant, nous estimons que la Conférence du désarmement est véritablement compétente pour examiner l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires par l'intermédiaire du Comité spécial des armes radiologiques et dans l'optique des risques radiologiques que présenterait une attaque contre de telles installations nucléaires. Je suis entièrement d'accord avec ce qu'a dit le représentant de la Suède, l'Ambassadeur Ekéus, dans son utile déclaration du 13 août, à propos des travaux du Groupe B du Comité spécial auquel il incombait d'examiner cette question.

Quant aux travaux du Comité spécial sur le Programme global de désarmement, l'élaboration du projet de programme accuse un recul. Il avait été décidé d'achever le projet afin qu'on puisse le présenter à l'Assemblée générale des Nations Unies à la fin de la dernière session de la Conférence. Pour répondre au désir exprimé par certaines délégations de tenter de venir à bout du petit nombre de réserves émises au sujet de certains paragraphes, nous avons décidé de présenter le projet de programme à l'Assemblée générale, non pas au début mais à la fin de sa session. Malheureusement, il semble que d'aucuns aient trouvé dans cette prolongation l'occasion de revenir sur une grande partie de ce qui avait été accepté, même provisoirement. De la sorte, il y a aujourd'hui un nombre bien plus important de réserves sur les différents éléments du projet de programme qu'il n'y en avait au début de la session. Cette prolongation a aussi été l'occasion pour certains de rouvrir le débat sur les dispositions du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui a pourtant été adopté par consensus et est considéré à juste titre comme étant la base juridique du désarmement.

L'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence ne seront pas un facteur décisif dans l'aptitude de cet organe à surmonter la crise actuelle. Mais à tout le moins cela limitera les problèmes auxquels nous devons faire face dans notre mission. C'est pourquoi je pense qu'il est grand temps de passer du simple examen des propositions tendant à améliorer la performance de la Conférence et à en accroître l'efficacité, à l'application effective de ces propositions. S'il faut pour cela modifier le règlement intérieur, alors faisons-le sans hésiter, puisqu'il appartient à la Conférence d'établir ses propres modalités d'organisation. Nous devons revoir la règle du consensus, car il est douteux que l'Assemblée générale ait voulu en faire un droit de veto, auquel cas elle l'aurait dit expressément.

A notre sens, le consensus signifie simplement une entente générale, à la formulation de laquelle tous les Etats membres participent. Il serait donc difficile d'accepter qu'un seul Etat ait le droit de s'y opposer. Si l'on peut accepter que les Etats fassent du consensus un droit de veto lorsqu'il s'agit d'approuver les dispositions d'un traité en cours de négociation, du fait que cela touche leurs intérêts suprêmes et la sécurité nationale, on ne saurait admettre en revanche que cette règle soit appliquée abusivement dans des questions de procédure soumises à l'examen de la Conférence. Il conviendrait également de préciser les procédures actuellement en vigueur



(M. Alfarargi, Egypte)

touchant la constitution d'organes subsidiaires de telle sorte que les divergences de vues concernant leur mandat et leur programme de travail ne puissent faire obstacle à leur création. Il faut envisager d'étendre les pouvoirs des présidents des comités spéciaux afin que ceux-ci aient les moyens d'accomplir les tâches qui leur ont été confiées. En outre, il conviendrait peut-être de réfléchir au moyen de mettre mieux à profit les réunions officieuses tenues entre les différentes délégations pour engager un dialogue constructif hors du cadre officiel. Enfin, je propose que la Conférence étudie la possibilité de tirer davantage parti des travaux de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement afin de fournir aux délégations qui en auraient éventuellement besoin pour leur travail les informations de base nécessaires, ce qui présenterait par la même occasion l'avantage de faire sortir les activités de l'Institut du cadre étroit de la recherche théorique abstraite pour les axer sur les besoins effectifs des négociations.

Le critère permettant de juger du succès de la Conférence en tant qu'instance multilatérale de négociation sur le désarmement est constitué par les conventions que la Conférence est à même d'élaborer dans ce domaine. La Conférence devrait s'inspirer dans ses travaux des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies. Elle a été créée par l'Assemblée générale, qui en a également déterminé la composition. Il s'agit donc d'un organisme spécialisé du système des Nations Unies, qui a pour mission de rédiger des projets de convention sur les questions de désarmement par voie de négociation entre les Etats qui en sont membres. Tous les projets qu'il parvient à élaborer sont ensuite soumis pour approbation à l'Assemblée générale, qui recommande à la communauté internationale d'adhérer aux conventions et d'en respecter les dispositions.

Avant de conclure, qu'il me soit permis d'exprimer ma reconnaissance à la Conférence, que j'ai eu l'honneur de présider durant le mois de juin dernier. Ces années passées avec vous ont été pour moi riches d'enseignements nouveaux qui s'ajoutent à mon expérience de diplomate. J'ai aussi eu le privilège de lier ici intimement connaissance avec des collègues chers, qu'il s'agisse de ceux qui sont encore présents dans cette salle aujourd'hui ou de ceux qui nous ont quittés au cours des quatre dernières années, dont j'ai beaucoup appris et qui m'ont honoré de leur amitié.

Je voudrais aussi remercier le Secrétaire général de la Conférence, l'Ambassadeur Komatina, le Secrétaire général adjoint, l'Ambassadeur Berasategui, et le personnel du Département des affaires de désarmement à Genève de toute l'aide qu'ils ont apportée à ma délégation, ainsi qu'à moi-même, durant cette période, et vous adresser à tous mes vœux de succès dans la réalisation de l'objectif du désarmement pour un monde plus sûr et plus pacifique et pour une meilleure vie pour nous tous. Je souhaite à tous un plein succès dans leurs efforts pour atteindre les objectifs du désarmement, afin que le monde soit plus sûr et moins troublé et que la vie de chacun y soit meilleure. Je tiens aussi à exprimer ma gratitude aux services d'interprétation et d'édition et, en particulier, au personnel de la Section arabe de traduction, grâce à qui j'ai pu vous communiquer mes idées dans d'autres langues et d'une manière plus satisfaisante. Je voudrais également

(M. Alfarargi, Egypte)

adresser tous mes remerciements à mes collègues qui composent la délégation de la République arabe d'Egypte et m'ont considérablement facilité la tâche en se chargeant de bien des fardeaux. Je vous souhaite à tous une pleine réussite dans votre tâche.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Egypte de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. En tant que Président de la Conférence, je voudrais exprimer mes regrets et ceux des membres de la Conférence concernant le départ d'un autre estimé collègue, l'Ambassadeur Alfarargi. L'Ambassadeur Alfarargi a lui aussi été président de la Conférence, une fonction qu'il a exercée avec la sagesse que nous lui connaissons, sa grande expérience diplomatique et ses connaissances en matière de désarmement. Il a été le premier Président du Comité spécial sur la prévention de la course aux armements dans l'espace. Son talent diplomatique a permis à la Conférence d'ouvrir la voie à un examen approfondi de cet important point de l'ordre du jour. Et, partant de mon expérience personnelle de coordonnateur du Groupe occidental pour l'espace, permettez-moi aussi de dire au coordonnateur des non-alignés qu'il a été sur cette question, mais surtout à l'ami, que ce fut un plaisir de travailler avec lui. Je lui souhaite enfin, au nom de la Conférence et en mon nom propre, plein succès dans la continuation de sa carrière.

Je donne maintenant la parole au représentant de Sri Lanka, l'Ambassadeur Rodrigo.

M. RODRIGO (Sri Lanka) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous offrir les chaleureuses félicitations et les meilleurs voeux de ma délégation à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois d'août. Ce mois représente le point culminant des efforts de la Conférence durant sa session d'été et nous avons la chance que ce soit vous qui rassemblerez les différents éléments de notre travail. J'ai eu aussi brièvement le privilège de voir l'efficacité avec laquelle l'Ambassadeur Terreffe de l'Ethiopie a dirigé nos activités le mois dernier.

Nouveau venu parmi vous, je ne saurais certes prétendre analyser les résultats et les carences de la session. Cependant, je prends le relais que m'a passé mon prédécesseur et je voudrais saisir cette occasion pour réaffirmer l'engagement soutenu de Sri Lanka à l'égard des travaux importants effectués par la Conférence en tant qu'unique organe de négociation dans le domaine du désarmement.

Malgré ma très brève expérience ici même, je n'ai pas manqué d'être frappé par le dévouement, le sérieux et la pondération avec lesquels les membres de la Conférence abordent leurs tâches multiples. Le fait que la Conférence réunit dans son enceinte, qui est limitée mais représentative, les Etats les plus puissants ainsi que de petits pays comme le mien, souligne de façon tout à fait concrète que le désarmement est une question qui nous intéresse directement tous. Dans le domaine des relations économiques, les Etats ont été classés en pays développés et pays en développement, ces derniers étant en outre divisés notamment en pays les moins avancés, en pays

(M. Rodrigo, Sri Lanka)

géographiquement défavorisés et en pays les plus gravement touchés. S'agissant des questions militaires et de la sécurité, nous figurons tous, les Etats-Unis et l'Union soviétique, pareillement à Sri Lanka, parmi les pays les plus gravement touchés. Quelle que soit notre puissance militaire, quelles que soient la qualité et l'étendue de notre participation à la Conférence du désarmement, notre survie à tous est menacée par les mêmes dangers. Nous sommes semblablement mus par l'espoir de voir nos pires craintes ne jamais se réaliser.

La description qu'a donnée Charles Dickens, dans Un conte de deux villes, de l'époque antérieure à la révolution française peut curieusement s'appliquer à presque toutes les époques, y compris la nôtre. C'est en effet le meilleur et le pire qui s'y cotoient, le printemps de l'espoir aussi bien que l'hiver de la détresse.

On reconnaît, avec raison et pragmatisme, qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être déclenchée. Malgré des divergences idéologiques et des alliances militaires apparemment inconciliables, des efforts sincères ont été entrepris non sans succès en vue d'atteindre des buts convergents, et ces tendances, pour précaires qu'elles soient, sont hautement appréciées par les pays non alignés tels que Sri Lanka qui ont en principe fondé leur sécurité sur des moyens autres que des alliances militaires. La ville de Genève a été l'aire de lancement de sondes de la paix qui auront des répercussions au-delà de l'Europe, au-delà des Etats directement intéressés. On peut espérer avec raison qu'un accord sur l'élimination des missiles nucléaires à portée intermédiaire est imminent. Une réunion spéciale prévue pour septembre entre les ministres des affaires étrangères soviétique et américain, malgré certaines complications, encourage à l'optimisme et il existe des possibilités d'aller de l'avant dans d'autres domaines, y compris la réduction des armes stratégiques et la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Dans la théorie classique du non-alignement, la convergence des grandes puissances est parfois jugée aussi dangereuse que leur rivalité. Mais lorsque le souci louable de poursuivre des initiatives de paix porte ses fruits et que la communauté internationale et la Conférence du désarmement s'allient dans la recherche de la paix, l'époque ne saurait être aussi noire. La semaine dernière, l'Ambassadeur Nazarkine de l'Union soviétique a déclaré que les efforts déployés sur le plan multilatéral à la Conférence du désarmement et au niveau bilatéral entre les Etats-Unis et l'URSS pouvaient être complémentaires. La semaine d'avant, j'ai eu le privilège d'entendre le Ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, demander à notre Conférence de contribuer à la réalisation d'un accord soviéto-américain sur une interdiction des essais nucléaires. Le représentant des Etats-Unis, l'Ambassadeur Friedersdorf, a demandé que la Conférence prenne des mesures qui complèteraient les négociations bilatérales en cours entre son pays et l'URSS. Le fait que les microphones de la Conférence sont utilisés dans ce dialogue, même si les voix sont parfois tendues et les paroles acerbes, constitue un aiguillon fort utile pour la Conférence et pour nos efforts collectifs alors que le multilatéralisme a été trop souvent dénigré avec myopie. La Conférence doit réagir vigoureusement à cet aiguillon et ne pas se cantonner dans les coulisses. Pour ceux qui ont des responsabilités

(M. Rodrigo, Sri Lanka)

particulières et dont les actes influent sur le destin des Etats, l'engagement dynamique d'organes représentatifs tels que la Conférence du désarmement leur donnerait le moyen le plus sûr de prouver que ces responsabilités ne sont pas en mauvaises mains.

Nous ne saurions toutefois, en tant que membres de la Conférence et de la race humaine, nous bercer de l'illusion que tout va bien. La menace nucléaire ne s'est pas calmée. Les perfectionnements croissants de la technique en ont augmenté l'ampleur et l'horreur, aggravant la méfiance et l'instabilité au lieu d'inspirer la confiance et la sécurité. L'espace est menacé par cet agent ultime de la pollution humaine que constituent les armes. Les problèmes économiques abondent tandis que les budgets militaires se gonflent. Comme l'a dit ce matin dans son important discours, le distingué Ministre suédois des affaires étrangères, les grands problèmes de notre époque vont bien au-delà de la rivalité entre l'Est et l'Ouest. Ils sont mondiaux et souvent économiques. Les petits pays font l'objet d'intimidations et de menaces.

Les délibérations de la Conférence reflètent à bien des égards l'état de la situation dans le domaine du désarmement. Il n'est point nécessaire de s'appesantir sur l'importance des trois premiers points de son ordre du jour concernant les armes nucléaires. Lors de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, tous les Etats ont reconnu par consensus que la tâche la plus pressante et la plus urgente était d'éliminer la menace d'une guerre nucléaire. Cet objectif semble bien lointain. Entre-temps, il devient impératif de juguler les essais dans la course effrénée aux armements nucléaires. L'an dernier, au Sommet de Reykjavik, les Etats-Unis et l'Union soviétique sont convenus qu'il faudrait avancer graduellement vers une interdiction complète des essais nucléaires. Avant que cette interdiction soit effective, de nouveaux systèmes d'armes, plus perfectionnés et plus meurtriers, continueront d'être mis au point avec toutes les conséquences que cela entraîne. Chaque essai n'est que l'avant-coureur d'un autre. Le nombre des Etats en cause est assurément limité et leur participation à une interdiction contribuerait à créer un climat politique favorable qui stimulerait une réaction en chaîne positive dans les autres domaines du désarmement nucléaire.

L'interdiction des essais a été accouplée aux questions de vérification et à ce que l'on appelle les nécessités de la dissuasion nucléaire. On a déjà proposé un grand nombre de moyens permettant de satisfaire à la vérification, y compris les inspections sur place, les instruments modernes de la sismologie et les réseaux mondiaux d'échange de données.

Sri Lanka est partie au Traité sur la non-prolifération, malgré les limites de ce dernier, et nous voyons un lien intrinsèque entre un traité interdisant les essais et un régime plus efficace de non-prolifération. La troisième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité a de fait demandé aux Etats dotés d'armes nucléaires de participer à des négociations urgentes en vue de conclure dans le cadre de la Conférence du désarmement un traité sur l'interdiction complète des essais. Nous estimons, de concert avec la majorité écrasante des Etats, que la conclusion d'un tel instrument serait la mesure la plus importante en soi pour renforcer le régime juridique en

(M. Rodrigo, Sri Lanka)

vigueur s'opposant à une prolifération continue, aussi bien latérale que verticale. Il est évident que la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète des essais est une étape indispensable sur la voie difficile à suivre pour mettre fin à la course aux armements nucléaires et réaliser le désarmement nucléaire, objectif que nous nous sommes tous fixés en adoptant par consensus le paragraphe 51 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Néanmoins, et malgré l'embellie entre les principales puissances nucléaires, nous ne nous sommes pas encore entendus sur la question d'un mandat de négociation, ce qui a contrarié les efforts visant à créer un comité spécial de la Conférence chargé de faire avancer la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète des essais.

Contrairement à l'état de stagnation qui règne à la Conférence sur ce sujet, on constate heureusement que la situation est plus fluide en ce qui concerne le point 4 de l'ordre du jour relatif aux armes chimiques. Ma délégation tient à se féliciter des travaux que le Comité spécial a réalisés l'an dernier sous la conduite de l'Ambassadeur Cromartie, du Royaume-Uni, ainsi que des grands progrès qui ont été accomplis cette année avec l'Ambassadeur Ekéus de la Suède. Grâce à leurs efforts soutenus, on peut être assuré de parvenir à un accord concernant une convention sur les armes chimiques. Il reste à coup sûr à régler des questions complexes, qui portent notamment sur la vérification, y compris l'équilibre à atteindre entre, d'une part, l'exigence d'un régime de vérification rigoureux et contraignant afin de prévenir les violations de la convention proposée et, d'autre part, le souci qu'ont les Etats de protéger leurs installations vitales des regards trop indiscrets. Il faudrait étudier de près la possibilité de prolonger la session de la conférence en novembre de cette année si cela devait permettre d'accélérer les négociations. Le succès dans ce domaine témoignerait clairement des capacités de la conférence en tant qu'organe de négociation sur une question qu'il convient de résoudre maintenant, et c'est là d'ailleurs une observation qu'a aussi faite le distingué Ministre des affaires étrangères de la Suède. Les mesures propres à accroître la confiance et l'échange proposé de visites d'installations chimiques ont contribué à augmenter les chances de succès. Nous sommes reconnaissants au Président du Comité spécial des armes chimiques d'avoir mis au point des initiatives et des modalités novatrices afin d'accélérer les travaux.

Ma délégation attache pour sa part un intérêt particulier au point 5 de l'ordre du jour. La résolution 41/53 adoptée à la quasi-unanimité par l'Assemblée générale à sa dernière session montre bien le souci qu'ont les Etats Membres de prévenir une course aux armements dans l'espace et leur désir de recourir à cette fin au Comité spécial de la Conférence. Dans cette résolution, l'Assemblée prie aussi instamment les Etats-Unis et l'Union soviétique de poursuivre intensivement leurs négociations bilatérales dans un esprit constructif, en vue de s'entendre sans délai pour prévenir une course aux armements dans l'espace. Il vaut mieux prévenir cette course maintenant que chercher plus tard, peut-être en vain, à la limiter ou à la maîtriser, pour ne pas parler de son élimination.

(M. Rodrigo, Sri Lanka)

L'extension à l'espace de la course aux armements aurait des répercussions fâcheuses sur les accords de limitation des armements en vigueur dans d'autres domaines et conduirait à les affaiblir. On a constaté que les dispositions juridiques et autres susceptibles de s'appliquer à la course aux armements dans l'espace étaient insuffisantes et devaient être complétées, étant donné en particulier les progrès récents de la technologie.

Il est peut-être encore impossible d'évaluer comme il faut les avantages d'une exploitation pacifique, rationnelle et équitable de l'espace extra-atmosphérique. Cependant, nous pouvons déjà fort bien imaginer les dangers que fait courir dans l'immédiat l'"armement" progressif de l'espace. Environ 75 % des satellites sont axés sur des fins militaires plutôt que sur des objectifs de développement. Les appels lancés en vue de leur protection devraient être examinés par rapport à la Convention de 1975 sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique. Afin de contribuer à prévenir le déploiement d'armes dans l'espace, il a été suggéré que des inspecteurs internationaux contrôlent sur place, à leur point de lancement, les objets spatiaux.

Le Ministre soviétique des affaires étrangères a formulé au début de ce mois des propositions sérieuses et utiles en vue de s'assurer que les objets lancés dans l'espace ne sont pas équipés d'armes.

La proposition que votre pays, la France, Monsieur le Président, a faite en 1978 au sujet d'une agence internationale de satellites de contrôle a été étudiée intensément et reste valable. L'exposé canadien sur le programme PAXSAT relatif à la vérification et les propositions faites par la Chine, par la République démocratique allemande et la Mongolie, par le Japon et par l'Argentine demandent à être examinées et étudiées de près au Comité spécial. Des propositions ont été également avancées en ce qui concerne l'interdiction complète des armes antisatellites et la révision du Traité de 1967 sur l'espace extra-atmosphérique afin de remédier à ses carences.

Le Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka, M. Hameed, prenant la parole en 1967 (alors qu'il était membre du Parlement) sur l'article 4 du Traité, avait émis l'espoir que ses lacunes n'ouvriraient pas la porte à des activités militaires dans l'espace, contraires aux nobles objectifs du Traité. Les inquiétudes exprimées alors ont été malheureusement confirmées par la militarisation de l'espace. S'adressant l'an dernier à la Conférence au sujet de la recherche sur les armes spatiales, M. Hameed a souligné qu'il fallait promulguer des textes législatifs efficaces avant que la recherche d'aujourd'hui devienne la réalité de demain. Les possibilités qu'offre l'espace pour la paix et le développement ne devraient pas être réduites à néant par la propension des puissances spatiales à entrer dans une nouvelle arène pour poursuivre la course aux armements.

Il faut promouvoir l'utilisation pacifique et équitable de l'espace afin que nos entreprises soient placées sous le signe de la coopération et non de la confrontation, du développement plutôt que de la destruction. Au Sommet de Harare, les pays non alignés ont lancé un appel en faveur de négociations urgentes au sein de la Conférence du désarmement dans le but de conclure des accords sur tous les aspects de l'espace et de renforcer ainsi les perspectives de coopération pour son utilisation pacifique.

(M. Rodrigo, Sri Lanka)

Etant donné la nature extrêmement technique d'un grand nombre de domaines en jeu, ma délégation appuie vigoureusement les suggestions visant à créer un groupe d'experts scientifiques ou techniques pour éclaircir et actualiser les problèmes. Les contributions apportées par un groupe qualifié permettraient assurément d'améliorer la qualité de nos travaux.

Le point 6 sur les garanties négatives de sécurité n'a pas enregistré beaucoup de progrès. Les Etats parties au Traité sur la non-prolifération ainsi que ceux qui ont renoncé à l'option nucléaire doivent recevoir des garanties juridiquement contraignantes assurant que les armes nucléaires ne seraient pas employées contre eux. Ces garanties devraient être dénuées d'ambiguïté et d'équivoque et ne pas être soumises ou liées à des conditions imposées par des Etats dotés ou non d'armes nucléaires - conditions qui équivaldraient en quelque sorte à un chantage nucléaire. L'absence de progrès dans ce domaine rend ces garanties d'autant plus essentielles, en particulier pour les Etats non alignés qui ont choisi de ne pas s'abriter sous le parapluie nucléaire des alliances militaires.

La troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement n'est pas loin de se tenir. La demande faite à la Conférence d'élaborer un programme global de désarmement a été l'une des réalisations de la première session. Le désarmement était ainsi replacé, si l'on peut dire, au "macroniveau" afin que l'objectif du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace puisse devenir une réalité. Malgré toutes les tentatives, les compétences et la diligence de l'Ambassadeur García Robles du Mexique, peu de progrès semblent avoir été accomplis en vue de s'entendre sur le Programme global de désarmement. Passe encore si le Programme était resté en suspens, mais voici que des crochets remettent même en question des passages qui avaient fait l'objet d'un consensus il y a 10 ans. Il est clair que le bilan du Comité spécial sur le Programme global de désarmement se répercutera sur la troisième session extraordinaire et sur les perspectives de succès ou d'échec. Le Document final de la première session reste un jalon et a été le fruit d'un effort majeur qui, en fait, a débuté bien avant l'ouverture de cette session en mai 1978. On ne m'en voudra pas de le rappeler, mais j'ai participé personnellement à ses préparatifs alors que Sri Lanka présidait le Groupe des non-alignés, comme mon collègue, l'Ambassadeur Alfarargi, vient de le mentionner. Ma délégation serait heureuse d'engager des consultations officieuses dans le cadre du "compte à rebours" de la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement. Lors de cette session, nos efforts devraient tendre à progresser à partir des résultats obtenus par consensus à la première session. Le consensus marque après tout le début d'une évolution. La meilleure preuve de bonne foi, à l'égard du principe du consensus, est sa mise en oeuvre même, qui est parfois plus difficile que l'accord en soi.

J'ai déclaré d'entrée que mon expérience ne m'autorisait pas à juger les travaux de la Conférence. Le bilan et le rôle futur de cette dernière seront certainement examinés à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui se tiendra 10 ans après que la Conférence ait pris sa forme actuelle. Je voudrais rendre hommage à l'Ambassadeur Fan Guoxiang, de la République populaire de Chine, pour les efforts inlassables qu'il a déployés avec le Groupe des Sept afin d'étudier en particulier certains aspects des travaux de la Conférence et de présenter des suggestions et des orientations visant à accroître notre efficacité.

(M. Rodrigo, Sri Lanka)

Alors que j'entame ma tâche à la Conférence du désarmement, j'ai le regret de devoir dire adieu à l'Ambassadeur Turbanski de la Pologne, à l'Ambassadeur Beesley du Canada et à un cher ami de longue date, l'Ambassadeur Alfarargi de l'Egypte.

Enfin, je voudrais sincèrement vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que les membres de la Conférence, de m'avoir accueilli avec des paroles aimables qui constituent pour moi une source d'encouragement considérable. Je me réjouis à l'idée de participer plus activement à la Conférence qu'il ne m'a été donné de le faire jusqu'ici durant les quatre semaines écoulées depuis mon arrivée à Genève.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de Sri Lanka de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Australie, l'Ambassadeur Butler.

M. BUTLER (Australie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi de commencer cette brève intervention en me joignant à ceux qui ont présenté leurs meilleurs vœux à ceux de nos collègues qui quittent la Conférence et de souhaiter la bienvenue aux collègues qui se sont joints à nous. En particulier, je regrette personnellement le départ de l'Ambassadeur Beesley, du Canada, dont la contribution aux travaux de la Conférence a été tout à fait remarquable, et celui de l'Ambassadeur Alfarargi, de l'Egypte, dont la présence a aussi marqué de façon indélébile la Conférence. L'un et l'autre me manqueront comme manquent des amis et, en prononçant ce mot, j'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à l'Ambassadeur Nihal Rodrigo, de Sri Lanka, que j'ai le privilège de connaître depuis 20 ans.

Je voudrais maintenant parler brièvement de l'adoption du rapport intérimaire du Groupe d'experts sismologues, rapport qui figure dans le document CD/778 et dont je suppose qu'il sera adopté un peu plus tard, aujourd'hui, par la Conférence. Ce rapport qui a été présenté, la semaine dernière, par le distingué Président du Groupe d'experts sismologues, M. Dahlman, consigne que les travaux de ce Groupe, qui existe maintenant depuis 11 ans, continuent d'être fortement appuyés par les membres de la Conférence. Dix-neuf d'entre nous ont participé à la dernière session du Groupe d'experts sismologues, et six autres Etats non membres de la Conférence du désarmement se sont joints à nous. Vingt-sept Etats ont apporté des contributions aux travaux. Au cours de leur dernière session, les experts se sont attachés principalement à concevoir un nouveau système mondial d'échange de données sismiques qui utiliserait plus largement les données de niveau II ou données relatives aux tracés sismiques, et ils ont franchi un nouveau pas vers la planification de la prochaine expérience internationale d'échange de données à grande échelle. Le Gouvernement australien demeurant attaché à l'entrée en vigueur le plus rapidement possible d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires, nous considérons que ces travaux revêtent une importance cruciale.



(M. Butler, Australie)

Tout simplement, lorsque le Groupe d'experts sismologues procédera à sa deuxième expérience mondiale, il créera de nouveau un réseau mondial de surveillance sismique. Nous sommes fermement d'avis que lorsque ce système, opérant par l'intermédiaire de plus de 70 centres nationaux et de quatre centres internationaux d'échange de données, sera créé dans quelques mois, et que fonctionnera ainsi de nouveau un système mondial utilisant alors des données et de niveau II et de niveau I, il conviendra d'en assurer le fonctionnement permanent. Cette fois, il faudra, lorsque nous le mettrons en route, que nous le maintenions en cet état. Nous aurons ainsi franchi un pas vers la création permanente d'un moyen important de vérification d'un futur traité d'interdiction des essais nucléaires.

Ma délégation a proposé, dans le document CD/717, que la Conférence prenne la décision politique nécessaire pour faire en sorte que soit créé un réseau sismique mondial. Aujourd'hui, j'appelle de nouveau l'attention sur cette proposition et je pose qu'en termes simples et pratiques le moyen de concrétiser cette proposition sera, lorsque nous mettrons ensemble ce système en route pour effectuer la prochaine expérience mondiale, de s'abstenir de l'arrêter. En fait, j'espère, Monsieur le Président - alors que, cette semaine et la suivante, nous nous rapprochons de notre décision finale - que la Conférence prendra une décision du genre de celle qui a été proposée par ma délégation et que je viens une nouvelle fois d'exposer.

Permettez-moi de dire aussi que ma délégation a été très intéressée et satisfaite par la contribution aux travaux de la Conférence qu'a apportée ce matin le distingué Ministre des affaires étrangères de la Suède. J'espère que la délégation suédoise ne verra pas d'objection à ce que, parlant ici de la nécessité de la vérification du traité d'interdiction des essais nucléaires, je rappelle tout de suite ce que le Ministre a déclaré ce matin. : "La Conférence du désarmement se doit d'être prête le jour où un traité d'interdiction des essais pourra devenir une réalité. Des efforts dans ce sens doivent être entrepris sans tarder." Mon gouvernement partage cette opinion.

L'un de ces efforts est ce que le Groupe d'experts sismologues accomplit, et ce que nous avons proposé devrait conduire à la création permanente d'un réseau sismique mondial. L'autre effort qui s'impose est, bien entendu, la création d'un comité, d'un organe subsidiaire spécial au titre du point 1 de notre ordre du jour, et ma délégation espère sincèrement que les derniers obstacles de procédure qui s'opposent encore à cette création seront bientôt écartés et que ce comité sera établi dès que nous commencerons nos travaux de l'an prochain. Mais en attendant, comme l'a dit le distingué Ministre des affaires étrangères de la Suède, il y a du travail à faire et nous ne devrions plus perdre de temps afin d'être prêts le jour où un traité d'interdiction des essais nucléaires sera ouvert à la signature.

Veuillez m'excuser de n'avoir pas mentionné précédemment mon excellent ami, l'Ambassadeur Stanislas Turbanski, de la Pologne. Pardonnez-moi, Monsieur l'Ambassadeur, de ne pas avoir prononcé votre nom plus tôt; vous êtes parmi ceux à qui je présente avec plaisir mes meilleurs vœux et souhaits de bonne santé

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Australie de sa déclaration. Je donne maintenant la parole au représentant du Japon, l'Ambassadeur Yamada.

M. YAMADA (Japon) (traduit de l'anglais) : Alors que nous approchons du terme de la session de cette année, je voudrais faire aujourd'hui de brèves remarques sur les travaux du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, ainsi que sur le point 1 de notre ordre du jour, l'interdiction des essais nucléaires.

Le 13 août, M. Ola Dahlman de la Suède a présenté en séance plénière le rapport intérimaire du Groupe spécial d'experts scientifiques, publié sous la cote CD/778. J'ai eu l'occasion, lors de notre session de printemps, d'exposer les vues de ma délégation sur les travaux fort utiles réalisés par ce Groupe. Je ne me répéterai pas, si ce n'est pour féliciter M. Dahlman d'avoir été un président extrêmement compétent et pour souligner quelques points que nous jugeons particulièrement importants.

En premier lieu, ma délégation se félicite des nouvelles mesures qu'a prises le Groupe en vue de donner un contenu concret et technique au concept de système international moderne d'échange de données sismiques fondé sur l'échange rapide de tracés (données de niveau II) et de paramètres (données de niveau I), ainsi qu'à la planification d'une expérience à grande échelle. Nous tenons en particulier à offrir nos encouragements les plus vifs aux cinq nouveaux groupes d'étude qui ont été créés et à leurs animateurs, ainsi qu'à M. Basham, du Canada, qui a été nommé Coordonnateur principal de l'expérience à grande échelle.

Nous continuons d'attacher une grande importance à la contribution que doit apporter le réseau grandissant d'enquêtes nationales menées en coopération sur l'échange de tracés, et notre expert sismologue, M. Suehiro, a effectué dans ce domaine des travaux approfondis avec ses collègues d'un certain nombre de pays. Il faut noter un progrès qui a été accompli à cet égard, à savoir que les renseignements techniques, les données d'expérience et les recommandations issus de ces échanges ont été réunis dans le Document de séance No 167, qui constitue un recueil de références sur l'échange de tracés sismiques et qui, nous l'espérons, servira de base utile pour élargir encore cette entreprise en coopération.

En deuxième lieu, le rapport intérimaire contient au paragraphe 11 la réaffirmation d'un principe que nous jugeons d'une importance capitale, à savoir que les centres internationaux de données devraient être des installations ouvertes aux Etats participants, assurant un accès libre et aisé à toutes les données et à tous les résultats des analyses. La tâche du Groupe spécial est de donner sans tarder à ce principe un contenu concret et technique sur la base la plus large possible. Il est quelque peu décevant que certains pays continuent apparemment d'hésiter un peu ou de ne pas être tout à fait disposés à appliquer ce principe. Nous espérons qu'ils seront en mesure d'avancer dans ce domaine le plus rapidement possible.

En troisième lieu, nous estimons que l'objectif auquel tend le Groupe spécial, c'est-à-dire un système international de surveillance sismique, devrait être réalisé avec une participation des pays qui soit véritablement à l'échelle mondiale et sur une base technique la meilleure possible.

(M. Yamada, Japon)

Je tiens à souligner à cet égard l'importance, réaffirmée dans le rapport intérimaire, d'une démarche progressive à l'égard de l'expérience à grande échelle.

Tels sont les points, de l'avis de ma délégation, dont la Conférence devrait tenir compte au fil de la mission fort utile qu'accomplissent nos experts scientifiques. Nous ne devrions pas oublier non plus que leurs travaux sont conçus de manière à former la base indispensable à l'examen de la question importante de la vérification au titre du point prioritaire de notre ordre du jour - l'interdiction des essais nucléaires. Dans ce contexte, nous devrions peut-être commencer maintenant à envisager la possibilité, pour la Conférence, de ne pas seulement prendre note des travaux réalisés par le Groupe spécial, mais de donner aussi à ce dernier des encouragements, des orientations et des directives politiques.

La vérification d'une interdiction des essais nucléaires sous tous ses aspects - techniques, politiques, juridiques ou financiers - n'est que l'une des nombreuses questions qui devraient être examinées de façon pratique et quant au fond par la Conférence et, de manière plus appropriée, par un comité spécial.

J'en viens ainsi à la question de la nécessité de créer un comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires. La semaine dernière, j'ai eu l'occasion de parler sur ce sujet au nom d'un groupe de pays occidentaux. Je voudrais aujourd'hui traiter du problème en ma qualité de représentant du Japon.

L'attitude positive de mon gouvernement à l'égard de la question de l'interdiction des essais nucléaires est bien connue. Au début de la session de cette année, j'ai fait part de mon optimisme à l'égard d'une reprise rapide des travaux de fond de la Conférence concernant l'interdiction des essais. Cet optimisme se fondait sur le fait qu'il existait d'une manière générale un vif espoir de voir débiter sans tarder les travaux, qu'il commençait à y avoir une perception commune des problèmes en cause et que l'on reconnaissait largement la nécessité de la vérification en se montrant disposé à participer à sa réalisation.

Ma délégation a été encouragée de voir que cette opinion était largement partagée par les délégations. Elle s'est lancée activement dans un effort visant à rechercher un terrain d'entente parmi les diverses positions concernant la création d'un comité spécial. Je voudrais, à cette occasion, exprimer les remerciements de ma délégation à toutes celles qui ont pris une part active à nos efforts communs visant à surmonter le problème du mandat.

En avril, le Président du mois a pris une initiative fort utile et je citerai ce qu'il a dit à la 410ème séance plénière, le 30 avril : "C'est dans cet esprit que j'ai présenté un projet de mandat pour le Comité spécial sur le point 1 de notre ordre du jour, où il était stipulé que les travaux de fond que nous entreprendrions seraient considérés comme un premier pas vers la conclusion d'un traité interdisant les essais d'armes nucléaires. Nous n'avons malheureusement pas eu le temps de mener à son terme l'examen de la

(M. Yamada, Japon)

proposition du Président. Cependant, au cours de consultations officieuses à ce sujet, l'opinion s'est imposée que cette proposition jetait les bases d'un compromis possible concernant l'établissement du Comité spécial. Il va sans dire qu'il s'agit là d'une tâche qui nous concerne tous et je veux espérer que l'effort engagé se maintiendra sans relâche tout au long de la session."

Les consultations ont donc eu lieu. Un certain nombre de groupes et de délégations, dont la mienne, ont fait preuve d'une très grande souplesse à l'égard de la proposition du Président. A mon regret, nous n'avons pas encore trouvé de solution.

Nous avons été saisis de divers projets de mandat officiellement présentés par des groupes et des délégations. Certains avaient déjà été soumis auparavant, d'autres étaient récents. Tout en respectant la position officielle de chaque délégation, ma délégation voudrait instamment demander à la Conférence de faire face aux réalités politiques. Celles-ci sont telles, selon ma délégation, qu'aucun des projets de mandat actuellement proposés ne peut faire l'objet d'un consensus dans les circonstances actuelles. Nous ne pouvons pas ne pas tenir compte de ce fait même.

La situation est telle que seul un processus de consultations officieuses, où les délégations recherchent en commun un compromis, peut produire les résultats voulus.

Si la Conférence continue à estimer que des travaux concrets devraient débiter sans tarder - comme le fait le Japon - il nous faut entretenir ce processus de consultations officieuses.

Pour sa part, ma délégation estime que l'évaluation faite par le Président pour le mois d'avril, que j'ai citée il y a un instant, reste valable. Il n'est jamais trop tard et il nous faut continuer à rechercher une solution.

Avant de conclure, je voudrais dire quelques mots à l'occasion du départ de certains collègues. J'ai déjà eu l'occasion d'adresser mes meilleurs vœux à l'Ambassadeur Alfarargi, de l'Egypte. Je voudrais souhaiter à l'Ambassadeur Turbanski, de la Pologne, le succès dans ses nouvelles fonctions à Varsovie. A l'Ambassadeur Beesley, du Canada, je tiens à souhaiter une vie calme et des activités de recherche fructueuses dans cette belle région qu'est la Colombie britannique.

Le PRÉSIDENT : Je remercie le représentant du Japon pour sa déclaration. Nous avons épuisé le temps disponible pour ce matin, mais nous avons encore des orateurs inscrits pour parler aujourd'hui. J'ai consulté le Président du Comité spécial sur le Programme global de désarmement pour savoir s'il pouvait nous permettre de continuer cette séance plénière cet après-midi. Malgré les limitations de temps auxquelles est confronté le Comité spécial sur le Programme global de désarmement, l'Ambassadeur Garcia Robles a bien voulu accéder à ma demande, et je voudrais le remercier spécialement au nom de la Conférence pour sa coopération.

(Le Président)

Je suggère donc que nous reprenions la séance plénière aujourd'hui à 15 h 15 ponctuellement. Le Comité spécial sur le Programme global de désarmement se réunira immédiatement après pour continuer l'examen de son rapport à la plénière.

La séance est suspendue à 13 heures; elle est reprise à 15 h 15.

Le PRÉSIDENT : La 432ème séance plénière de la Conférence du désarmement est reprise.

Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan, l'Ambassadeur Ahmad.

M. AHMAD (Pakistan) (traduit de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord dire, Monsieur le Président, le plaisir qu'a la délégation pakistanaise de vous voir diriger la Conférence durant cette importante fin de session, et vous assurer de notre entière coopération dans l'accomplissement de votre tâche. Nous sommes certains que, sous votre conduite, les travaux de la Conférence se dérouleront efficacement. Je voudrais aussi féliciter votre prédécesseur, l'Ambassadeur Terrefe de l'Ethiopie, pour la compétence avec laquelle il a guidé nos travaux le mois dernier. Par ailleurs, un certain nombre de collègues ont quitté la Conférence ou vont le faire durant cette session; je voudrais donc offrir aux ambassadeurs Alfarargi, Beesley, Cromartie, Dhanapala, Turbanski et Tonwe mes vœux de succès dans leurs prochaines fonctions. Nous sommes heureux que l'Ambassadeur Dhanapala reste associé à nos travaux en occupant le poste important de directeur de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement. Je voudrais également souhaiter la bienvenue à nos nouveaux collègues, l'Ambassadeur Rodrigo, de Sri Lanka, et l'Ambassadeur de Azambuja, du Brésil. Nos délégations ont eu par le passé des liens étroits de collaboration et je suis sûr qu'elles poursuivront dans la même voie.

Nous avons entendu ce matin l'éloquente déclaration du distingué Ministre des Affaires étrangères de la Suède à laquelle, je n'en doute pas, la Conférence accordera dans ses délibérations toute l'attention approfondie qu'elle mérite.

La session de 1987 touche à son terme et il semblerait approprié d'en dresser le bilan. Force est de constater, malheureusement, que les résultats obtenus par la Conférence ont été extrêmement modestes, voire négligeables, dans plusieurs domaines importants. Cela est particulièrement vrai des points de l'ordre du jour consacrés aux questions nucléaires et connexes.

L'ouverture, l'an dernier, des pourparlers américano-soviétiques sur la question des essais nucléaires a permis de diriger l'attention sur le rôle central que la Conférence du désarmement devrait jouer à l'égard d'une interdiction des essais. A la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, les auteurs de la résolution 41/46 A, parmi lesquels compte le Pakistan, ont tout fait pour concilier les vues du Groupe des Etats occidentaux et cette résolution a reçu un appui plus large que les années précédentes. Au début de la session de la Conférence, nos consultations sur ce point de l'ordre du jour ont donc commencé avec un certain optimisme du fait que, pour la première fois après une impasse de trois ans, la question du mandat d'un comité spécial semblait pouvoir être

(M. Ahmad, Pakistan)

abordée dans un esprit plus constructif et avec une plus grande souplesse. Cet espoir n'a toutefois pas été réalisé et la question du mandat s'est de nouveau révélée rédhibitoire. Nous ne pouvons que regretter la rigidité avec laquelle certains pays continuent d'aborder le problème. A notre avis, les divergences qui marquent certaines des propositions faites cette année pour sortir de l'impasse ne sont pas fondamentales en soi et les libellés suggérés sont assez généraux pour permettre à la Conférence d'entamer des activités concrètes sur l'ensemble du sujet. Nous demandons donc instamment à toutes les délégations concernées de reconsidérer la question afin que la Conférence, au début de sa session de 1988, soit à même de commencer des travaux de fond sur un traité d'interdiction complète des essais.

Ma délégation a suivi avec intérêt les pourparlers bilatéraux sur les essais nucléaires entre les Etats-Unis et l'Union soviétique et a entendu plusieurs délégations à la Conférence du désarmement se prononcer en faveur d'un processus graduel au titre duquel ces deux pays conviendraient d'un commun accord de limites "intermédiaires" pour le nombre et la puissance des explosions nucléaires expérimentales, parallèlement à des réductions de leurs arsenaux nucléaires. A notre avis, ces pourparlers ne sauraient remplacer de manière acceptable les négociations à la Conférence du désarmement. Notre but est d'arriver à un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires qui, étant par nature multilatéral, devrait être négocié à la Conférence, seule instance multilatérale de négociation sur les questions de désarmement. Ces négociations ont pour objet d'interdire totalement les essais nucléaires à tout jamais, dans tous les milieux et pour tous les Etats, et des limites "intermédiaires" seraient manifestement insuffisantes à moins d'être fixées dans le cadre d'un délai prédéterminé de courte durée pour une interdiction complète. Celle-ci constitue de plus une mesure indépendante de désarmement nucléaire de la plus haute priorité et ne devrait pas être liée à une réduction des armes nucléaires ni en dépendre.

A la présente session, et pour la troisième année consécutive, la Conférence a créé un comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Ma délégation voudrait féliciter l'Ambassadeur Pugliese, de l'Italie, pour la manière efficace dont il a présidé cet organe. Les résultats obtenus ne peuvent toutefois être jugés satisfaisants étant donné l'urgence de la question et la priorité que lui attachent la plupart des délégations. Les déclarations faites au Comité sur les deux premiers points de son programme de travail - examen et identification des questions en rapport avec la prévention d'une course aux armements dans l'espace et accords existants en la matière - ont été en grande partie répétitives et de caractère polémique. Recommencer la même chose l'an prochain ne servirait à rien. Ces deux questions sont d'ores et déjà épuisées et l'on semble reconnaître d'une manière générale que si le droit international actuel impose certaines restrictions, d'autres mesures restent néanmoins nécessaires. Le terrain a donc été déblayé pour que la discussion soit plus précisément axée sur des mesures qui contribueraient à l'objectif de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Nous espérons donc que l'on arrivera, au début de notre prochaine session, à s'entendre sur un mandat amélioré pour le Comité spécial de manière à pouvoir s'attacher sérieusement à l'élaboration de mesures concrètes pour compléter le régime juridique existant.

(M. Ahmad, Pakistan)

Le Comité spécial des armes chimiques a enregistré durant cette session des progrès sensibles sous la présidence énergique de l'Ambassadeur Ekéus, de la Suède. On peut le constater à voir ce qui a été ajouté au texte provisoire de la convention, notamment ce qui concerne la vérification des déclarations des armes chimiques et de leur destruction, les modalités relatives à la révision des listes au titre de l'article VI et le secrétariat technique. Cependant, l'élan acquis durant la première partie de la session ne s'est pas maintenu au cours de l'été. Les questions qui restent en suspens - entre autres, l'ordre de destruction, les produits chimiques supertoxiques commerciaux, les inspections par mise en demeure et les problèmes d'organisation - sont complexes et leur solution ne sera pas facile. Outre ces problèmes politiquement délicats, il sera également nécessaire de s'entendre sur les détails de certaines questions techniques non encore résolues. Il est donc important que les négociations s'intensifient et que l'on mette pleinement à profit l'intersession.

A la suite des consultations effectuées par le Président du Comité spécial au sujet des inspections par mise en demeure, les divergences se sont quelque peu réduites, notamment en ce qui concerne la mise en route de ce processus. Reste cependant la question cruciale de la solution à trouver si l'Etat requérant et l'Etat requis ne peuvent s'entendre sur la manière de conduire l'inspection. Ma délégation ne voit aucune issue si ce n'est de saisir le Conseil exécutif. Comme on l'a souligné à juste titre, le temps est un facteur capital dans une inspection par mise en demeure, et si des doutes persistaient quant au respect, la confiance à l'égard de la convention serait sérieusement ébranlée et sa viabilité serait en jeu.

Ma délégation s'est particulièrement intéressée aux articles X et XI du projet de convention portant respectivement sur l'assistance et sur le développement économique et technologique. Nous espérons que les autres délégations exprimeront leurs opinions lors des consultations prévues à ce sujet avant la fin de la session, et que ces deux articles seront examinés plus avant durant l'intersession. La Conférence est saisie de notre proposition concernant l'article X qui a été diffusée sous la cote CD/752. Nous appuyons également la proposition brésilienne sur l'article XI qui figure dans le document CD/CW/PW.176.

Quelques délégations - dont la mienne - se sont déclarées préoccupées à l'idée que certains des Etats possédant une capacité en matière d'armes chimiques puissent ne pas adhérer à la convention ou que des activités susceptibles de saper les objectifs de la convention puissent être effectuées sur le territoire d'Etats non parties. Ces problèmes devront être examinés de près par la Conférence. Dans le document CD/752, nous cherchons à apaiser ces craintes en proposant que les Etats parties menacés par des armes chimiques, que ce soit par un Etat partie ou par un Etat non partie, se voient garantir l'octroi d'une assistance par les autres Etats parties. Il convient de soulever également dans ce contexte la question de la responsabilité des Etats parties à l'égard des activités que des personnes physiques ou juridiques ressortissant à leur autorité effectuent sur le territoire d'Etats non parties. Il s'agit par ailleurs, sur un plan plus large, de savoir ce que les Etats parties peuvent faire collectivement à propos d'un Etat partie qui viole la convention ou à propos d'un Etat non partie qui conserve ou qui acquiert une capacité en matière d'armes chimiques.

(M. Ahmad, Pakistan)

Malgré la présidence énergique de l'Ambassadeur von Stülpnagel de la République fédérale d'Allemagne, les travaux du Comité spécial sur les garanties négatives de sécurité sont restés, cette année encore, sans résultat. Les Etats dotés d'armes nucléaires n'ont pas donné suite aux appels répétés qui leur ont été lancés afin qu'ils revoient leurs déclarations en tenant pleinement compte des préoccupations des Etats non dotés d'armes nucléaires. Ma délégation ne laissera toutefois pas de rechercher une solution satisfaisante à ce problème. Nous entendons persévérer dans nos efforts non seulement parce que les Etats non dotés d'armes nucléaires ayant volontairement renoncé à l'option nucléaire dans l'intérêt plus vaste de la paix et de la sécurité internationales ont le droit, selon nous, de recevoir des garanties inconditionnelles des Etats qui possèdent de telles armes, mais aussi parce que le régime de non-prolifération, auquel nous attachons une grande importance, ne peut qu'être affaibli en l'absence de telles garanties.

Ma délégation s'est félicitée de la décision prise cette année par le Comité des armes radiologiques de créer deux groupes de contact chargés d'examiner les deux aspects de la question. Nous étions animés à cet égard par l'espoir que cette démarche permettrait au Comité d'étudier plus systématiquement quant au fond chacun de ces deux volets et qu'une attitude plus positive serait ainsi adoptée par les délégations qui avaient émis auparavant des réserves à l'égard de la méthode de travail unitaire. Le Président du Comité, l'Ambassadeur Meiszter de la Hongrie, et les coordonnateurs des groupes de contact, MM. Numata et Wayarabi, méritent notre gratitude pour la patience avec laquelle ils ont accompli leur tâche difficile. Ma délégation ne saurait toutefois cacher sa déception devant le fait qu'aucun progrès réel n'a pu être enregistré à propos des deux aspects du problème.

En ce qui concerne la voie A - c'est-à-dire les armes radiologiques dans le sens "traditionnel" -, on a constaté à vrai dire une accentuation des divergences entre les délégations sur la portée, les définitions, les utilisations pacifiques et le désarmement nucléaire, qui avaient empêché un accord durant les années passées.

S'agissant de la voie B - l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires -, ma délégation a manifesté un vif intérêt. L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté l'an dernier trois résolutions portant sur cette question et, dans deux d'entre elles, elle a spécifiquement demandé à la Conférence du désarmement de négocier un accord international interdisant les attaques contre des installations nucléaires. Dans la déclaration qu'elle a prononcée la semaine dernière, la délégation suédoise a souligné qu'au titre de ce point de l'ordre du jour, le principal objectif devrait être d'interdire les destructions massives causées par des moyens radiologiques. Ma délégation ne peut accepter ce point de vue. Ni la décision de la Conférence portant création du Comité spécial ni le mandat de ce Comité ne contiennent quoi que ce soit qui corrobore l'opinion selon laquelle la tâche unique - ou même principale - du Comité est d'interdire les destructions massives causées par des moyens radiologiques. En fait, les deux résolutions par lesquelles l'Assemblée générale charge spécifiquement la Conférence de négocier un accord sur l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires ne font aucune référence à la question des destructions massives.



(M. Ahmad, Pakistan)

La délégation suédoise a déclaré qu'elle ne connaissait aucun instrument juridique international qui fournisse une protection aux installations nucléaires, et elle a souligné que l'unique disposition du droit international à cet égard figurait dans les Protocoles additionnels de 1977 aux Conventions de Genève de 1949. Nous admettons que les articles pertinents des Protocoles additionnels ne sont pas satisfaisants. Toutefois, il existe une autre norme internationale. Elle est énoncée au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, qui stipule ce qui suit :

"Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies."

Cette norme est également applicable à l'emploi de la force par un Etat contre les installations nucléaires d'un autre Etat. Soutenir le contraire impliquerait que l'attaque effectuée en 1981 par Israël (qui n'est pas partie aux Protocoles additionnels) contre l'installation nucléaire iraquienne ne constitue pas une violation du droit international.

La norme fondamentale relative au non-emploi de la force figurant dans la Charte des Nations Unies est assez large pour porter sur toutes les installations nucléaires, mais elle autorise une exception : l'exercice du droit de légitime défense - droit que la plupart des Etats interprètent de manière subjective. Pareillement, les articles pertinents des Protocoles additionnels qui sont applicables aux "centrales de production d'électricité d'origine nucléaire", permettent des exceptions susceptibles d'être interprétées de manière subjective.

Le régime international existant applicable à l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires ne fournit manifestement pas une protection suffisante. La tâche dont est saisie la Conférence consiste justement à compléter les normes actuelles au moyen d'une nouvelle convention internationale qui éliminerait les échappatoires que je viens de mentionner. Limiter cette protection à certains types d'installations nucléaires ou à celles qui répondent à certains "seuils" quantitatifs spécifiés, qui figurent dans un registre ou qui portent un marquage spécial, reviendrait à légitimer les attaques contre les autres installations nucléaires qui ne sont pas du type spécifié, qui ne répondent pas aux "seuils" fixés, qui ne sont pas inscrites au registre ou qui ne portent pas de marquage spécial. Un tel accord ne rendrait pas les installations nucléaires plus sûres. Il aurait l'effet contraire.

A la question de savoir pourquoi les installations nucléaires devraient jouir d'une certaine protection dont ne bénéficient pas les autres installations, je répondrai que les premières présentent certaines caractéristiques exceptionnelles. Ainsi, les effets nocifs des rayonnements qui seraient émis à la suite d'une attaque contre une installation nucléaire risquent de ne pas se limiter à l'Etat victime mais, comme l'a démontré l'accident de Tchernobyl, pourraient avoir des conséquences sur l'économie, la santé et l'écologie d'autres Etats également. Et cela même si l'installation est inscrite dans un registre ou porte un marquage spécial.

(M. Ahmad, Pakistan)

La délégation suédoise a soutenu par ailleurs que la définition suivante des installations nucléaires, qui figure en tant que variante possible dans le rapport du groupe de contact B - "réacteurs nucléaires ou toute autre installation de production, de manipulation, de traitement ou de stockage de combustible ou d'autres matières nucléaires" - n'avait pas de sens si l'expression "matières nucléaires" n'était pas précisément définie. Je dois dire que nous nous féliciterions que d'autres délégations proposent une définition de ces termes. Les "matières nucléaires" sont en fait définies dans une autre convention internationale et nous ne voyons pas pourquoi une définition mutuellement acceptable ne pourrait être mise au point pour la voie B.

La délégation suédoise a déclaré que sa position concernant une interdiction de attaques contre des installations nucléaires était claire, réaliste et applicable, et qu'elle était en fait la seule démarche constituant un ensemble cohérent d'éléments pour un projet de traité. Comme le montre bien le rapport du groupe de contact B, un grand nombre de délégations à la Conférence du désarmement n'approuvent pas cette position. Celle-ci ne saurait donc constituer une base acceptable pour un traité visant à éliminer les carences du régime international existant dans ce domaine.

L'Ambassadeur García Robles a manifesté beaucoup de patience et d'énergie en présidant le Comité spécial sur le Programme global de désarmement, mais sa tâche n'a pas été facile. Certaines délégations occidentales ont soulevé des problèmes à propos de textes sur lesquels on s'était déjà mis d'accord. Le projet que le Comité a élaboré cette année est parsemé de crochets. Ce texte représente en fait un pas en arrière. Outre les paragraphes concernant des questions prioritaires qui étaient déjà entre crochets, nous avons maintenant une série de nouveaux crochets. Nous sommes effectivement très loin d'un document acceptable par consensus. Dans ces conditions, il convient de se demander s'il ne serait pas opportun de repousser l'examen du Programme global de désarmement en attendant que les circonstances soient plus favorables.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Pakistan de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République démocratique allemande, l'Ambassadeur Rose.

M. ROSE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Je voudrais, tout d'abord, m'associer à ceux qui ont déjà salué parmi nous la présence du Ministre des affaires étrangères de la Suède. Ma délégation a écouté son importante déclaration avec une grande attention. Le rapport intérimaire que le Groupe spécial d'experts scientifiques, chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, a établi sur sa vingt-quatrième session a maintenant été distribué sous la cote CD/778. La délégation de la République démocratique allemande se félicite des efforts que le Groupe a déployés en vue d'élaborer une ébauche de système international moderne d'échange de données sismiques. Le Groupe des pays socialistes approuve ce rapport. Nous remercions M. Dahlman, le président du Groupe, ainsi que ses membres pour les travaux qui ont été réalisés dans un domaine scientifique et technique extrêmement complexe.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Selon ma délégation, un échange rapide de données sismiques constituerait une mesure très importante pour compléter la vérification du respect d'une future interdiction complète des essais d'armes nucléaires par des moyens techniques nationaux dans le cadre d'un système efficace de coopération internationale.

Comme on peut le constater à la lecture du rapport du Groupe spécial, il est envisagé d'apporter des solutions qui vont bien au-delà du domaine généralement reconnu de la recherche sismologique. Il apparaît par conséquent souhaitable que le Groupe ne se limite pas à une seule solution possible. Il conviendrait plutôt d'élaborer différentes options, accompagnées de renseignements détaillés sur leur potentiel et sur les moyens de les mettre en pratique. En fait, une telle démarche sera nécessaire avant que l'on puisse prendre une décision concrète à propos du futur système d'échange de données. Je pense qu'il est correct de supposer que les conditions initiales ne seront pas les mêmes partout dans le monde.

Nous notons que le Groupe spécial n'est pas encore pleinement parvenu à un consensus sur le meilleur moyen de mettre au point un tel système. Il est nécessaire d'effectuer des études scientifiques et techniques spécifiques en vue de créer et d'assurer ultérieurement un échange de données sismiques qui fonctionne de manière appropriée dans le cadre d'un système de vérification d'une interdiction des essais nucléaires.

En ce qui concerne l'expérience proposée sur l'échange de données sismiques de niveau II, ma délégation partage l'opinion du Groupe spécial selon laquelle le concept global du système devrait être élaboré dans le cadre d'un processus progressif. Elle appuie la suggestion des experts scientifiques concernant les dates de la prochaine session du Groupe.

Comme par le passé, la délégation de la République démocratique allemande continuera d'appuyer activement les efforts du Groupe spécial.

Je voudrais saisir cette occasion pour appuyer, au nom du Groupe des pays socialistes, la proposition soviétique tendant à créer un groupe spécial d'experts scientifiques qui serait chargé de soumettre des recommandations sur la structure et les fonctions d'un système de vérification pour tout accord éventuel visant à ne pas réaliser d'essais d'armes nucléaires. Si cette proposition était appliquée, tous les aspects de la vérification du respect des accords pertinents seraient abordés d'une manière avisée. Nous espérons que cette initiative rencontrera l'approbation unanime de la Conférence.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la République démocratique allemande de sa déclaration. Je donne maintenant la parole au représentant de la Tchécoslovaquie.

M. CIMA (Tchécoslovaquie) (traduit de l'anglais) : Je regrette de prolonger cette séance déjà longue, mais je serai extrêmement bref.

(M. Cima, Tchécoslovaquie)

Le distingué représentant des Etats-Unis, l'Ambassadeur Friedersdorf, a parlé aujourd'hui de la déclaration faite le 30 juillet par l'Ambassadeur Vejvoda, à propos du Programme global de désarmement. Il a dit que l'Ambassadeur Vejvoda avait "critiqué les délégations qui avaient exprimé des réserves sur certains éléments du texte provisoire au sein du Comité spécial et les (avait) invitées instamment à revenir sur leurs positions". Ma délégation estime que cette interprétation de ce qu'a dit l'Ambassadeur Vejvoda n'est pas tout à fait juste. La délégation des Etats-Unis, a dit le chef de ma délégation, "a apparemment réévalué sa conception du Programme global de désarmement et engagé un processus de mise entre crochets d'un grand nombre de dispositions déjà convenues précédemment", et, a-t-il ajouté, "il est tout à fait alarmant de constater que même certains libellés fondamentaux du Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement sont maintenant rejetés".

Assurément, nul ne s'attend que la délégation des Etats-Unis aille à l'encontre de la politique du Gouvernement américain, mais il ne fait aucun doute qu'elle peut porter à la connaissance de ce gouvernement le fait que le changement d'approche de celui-ci en ce qui concerne le projet de Programme global de désarmement - et il est indubitable qu'il s'est produit un tel changement - équivaut à une révision du Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement et met cette conférence dans l'impossibilité d'arrêter le texte du projet de Programme global. Telle était exactement la pensée de l'Ambassadeur Vejvoda lorsqu'il a tenu les propos qu'a rappelés aujourd'hui le distingué représentant des Etats-Unis.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Tchécoslovaquie de sa déclaration.

Je n'ai plus d'orateurs sur ma liste pour aujourd'hui. D'autres délégations désirent-elles prendre la parole?

Comme je vous l'ai annoncé au début de cette séance, je voudrais soumettre à la Conférence pour adoption la recommandation qui figure au paragraphe 17 du rapport intérimaire du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques contenu dans le document CD/778. Aux termes de cette recommandation, le Groupe spécial se réunira du 7 au 18 mars 1988 à Genève.

S'il n'y a pas d'objections, je considère que la Conférence adopte la recommandation du Groupe spécial.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT : Le secrétariat vous a distribué aujourd'hui, à ma demande, un document officiel contenant le calendrier des réunions de la Conférence et de ses organes subsidiaires pour la semaine prochaine. Comme d'habitude, il ne s'agit là que d'une indication, et il peut être ajusté plus tard, si besoin est, selon les exigences du travail. Comme c'est la dernière semaine des

(Le Président)

travaux de la Conférence, il faudra beaucoup de flexibilité pour organiser les différentes réunions. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte ce calendrier.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT : En conformité avec le calendrier des réunions pour cette semaine, je voudrais rappeler que le Comité spécial sur les armes chimiques devait se réunir immédiatement après la séance plénière. Néanmoins, comme des consultations sont en cours sur le rapport de ce comité, la réunion prévue pour aujourd'hui se tiendra demain vendredi à 10 heures dans la salle III.

Je voudrais également annoncer que le Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires se réunira demain vendredi à 15 heures dans la salle du Conseil.

Je voudrais aussi souligner, en insistant particulièrement sur ce point, que nous sommes arrivés à la date limite pour l'adoption par les organes subsidiaires de la Conférence de leur rapport à la plénière. Il faut absolument que les comités, qui sont en train de conclure leurs travaux, le fassent au plus tard entre aujourd'hui et lundi prochain. Il est aussi impératif d'éviter que tous les comités concluent leurs travaux en même temps, parce qu'il ne sera pas possible de préparer tous les rapports simultanément.

La première consultation, ouverte à toutes les délégations, sur les paragraphes de fond du rapport à l'Assemblée générale, se tiendra demain à 10 heures dans la salle I pour examiner les points 1 et 7 de l'ordre du jour.

Le Comité spécial sur le programme global de désarmement se réunira immédiatement après la plénière. Je voudrais remercier encore une fois l'Ambassadeur García Robles pour nous avoir permis de terminer notre séance plénière cet après-midi.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement se tiendra le mardi 25 août à 10 heures.

La séance est levée à 16 heures.